

Maitrise d'ouvrage  
IFP Energies Nouvelles  
1 et 4, Avenue de Bois-Préau  
92852 Rueil-Malmaison Cedex

\*\*\*\*\*

## **MARCHE DE SERVICES**

\*\*\*\*\*

### **CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (C.C.P)**

*Elaboré en application du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé par arrêté du 30 mars 2021, modifié par arrêté du 29 décembre 2022*

\*\*\*\*\*

## **MAINTENANCE DES SYSTÈMES DE DÉSENFUMAGE NATUREL DU SITE IFPEN DE SOLAIZE**

\*\*\*\*\*

**Affaire n° 458473-25-BAT-SOL**

## Table des matières

PRESENTATION IFP ENERGIES NOUVELLES .....	5
ARTICLE 1 - CARACTERISTIQUES GENERALES DU MARCHE .....	6
1.1. Identification des parties contractantes .....	6
1.2. Objet du marché.....	6
1.3. Inventaire des installations .....	6
1.4 Etat des lieux.....	7
1.5. Lieu d'exécution des prestations .....	7
1.6. Forme du marché public.....	7
1.6.1 Partie ordinaire.....	7
1.6.2 Partie à bons de commande .....	7
1.6.3 Partie à bons de commande .....	8
1.6.4 Exclusivité au profit du titulaire.....	8
1.7 Sous-traitance.....	9
1.8 Prestations similaires .....	10
ARTICLE 2 – DUREE DE L'ACCORD-CADRE .....	10
ARTICLE 3 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE .....	11
3.1. Pièces particulières du marché .....	11
3.2. Normes et règlements .....	12
ARTICLE 4 – DEFINITION DES PRESTATIONS.....	12
4.1. Maintenance préventive / Entretien .....	12
4.1.1 Définition du périmètre d'intervention .....	12
4.1.2 Modalités d'intervention .....	13
4.1.3 Rapports d'intervention .....	13
4.2 Maintenance corrective.....	14
4.2.1 Définition du périmètre d'intervention .....	14
4.2.2 Modalités d'intervention (hors situation urgente) .....	14
4.2.3 Modalités d'intervention (dépannage express) .....	15
4.3 Fournitures .....	16
4.4 Outillage .....	16
ARTICLE 5 – MODALITES D'EXECUTION .....	16
5.1 Prolongation accordée par IFPEN .....	16
5.2 Réunions .....	17

5.2.1 Réunion de lancement du marché .....	17
5.2.2 Réunion de suivi qualitatif .....	17
5.3 Accès aux installations .....	17
5.4 Travail en milieu occupé, nuisances .....	17
5.5 Gestion des déchets .....	18
5.6 Sécurité et signalisation des interventions .....	18
5.7 Plan de prévention annuel.....	18
ARTICLE 6 – ORGANISATION ET GESTION DES EFFECTIFS DU TITULAIRE .....	19
6.1. Interlocuteur dédié .....	19
6.2. Gestion des personnels du titulaire .....	19
6.3. Discipline .....	20
6.4. Vêtements de travail .....	21
6.5. Protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail .....	21
6.6 Grève .....	21
ARTICLE 7 – OBLIGATIONS DES PARTIES.....	22
7.1. Aux soins du titulaire.....	22
7.2. Aux soins d'IFPEN.....	23
7.3. Obligation d'information, de conseil et de mise en garde.....	23
7.4. Confidentialité, non divulgation et déontologie .....	24
7.4.1 Confidentialité .....	24
7.4.2 Déontologie.....	25
7.5 Utilisation des résultats .....	25
7.6. Préservation de l'environnement .....	27
7.7. Assurance.....	27
7.8. Certificats.....	28
ARTICLE 8 – CONSTATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS - GARANTIES .....	28
8.1. Vérifications et décisions .....	28
8.2. Garanties.....	29
ARTICLE 9 – MODIFICATIONS .....	29
9.1 Retrait de bâtiment / ajout de bâtiment.....	29
9.2 Révision exceptionnelle des tarifs .....	29
9.3 Autres cas .....	30
9.4 Modifications du marché public applicables de plein droit .....	31

<b>9.5 Clause de réexamen relative à la mise en œuvre des mesures liées aux conséquences d'une pandémie</b>	31
<b>ARTICLE 10 – ETABLISSEMENT DES PRIX DANS LE TEMPS</b>	31
<b>10.1. Contenu des prix</b>	31
<b>10.2. Variations des prix du marché</b>	33
<b>10.3. Règlement</b>	34
<b>10.3.1. Facturation</b>	35
<b>10.3.2. Délai global de règlement</b>	36
<b>10.4. Avance</b>	36
<b>10.5. Retenue de garantie</b>	37
<b>ARTICLE 11 – PENALITES</b>	37
<b>11.1 Pénalités pour sous-traitance occulte (non déclarée)</b>	37
<b>11.2 Retard de transmission du rapport d'intervention</b>	37
<b>11.3 Retard de transmission du planning</b>	37
<b>11.4 Retards liées aux interventions</b>	38
<b>ARTICLE 12 - RESILIATION</b>	38
<b>12.1. Résiliation pour motif d'intérêt général</b>	38
<b>12.2 Résiliation du marché pour faute du titulaire</b>	39
<b>ARTICLE 13 - EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE</b>	39
<b>ARTICLE 14 – LOI APPLICABLE ET ATTRIBUTION DE COMPETENCE</b>	40
<b>ARTICLE 15 -LISTE RECAPITULATIVE DES DEROGATIONS AU CCAG-FCS</b>	40

## PRESENTATION IFP ENERGIES NOUVELLES

IFP Énergies nouvelles (IFPEN), Établissement Public à caractère Industriel et Commercial Immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro B 775 729 155 et dont le siège social est sis 1 et 4, avenue de Bois-Préau 92500 Rueil-Malmaison, est un acteur majeur de la recherche et de la formation dans les domaines de l'énergie, du transport et de l'environnement. Depuis les concepts scientifiques en recherche fondamentale jusqu'aux solutions technologiques en recherche appliquée, l'innovation est au cœur de son action, articulée autour de quatre orientations stratégiques : climat, environnement et économie circulaire ; énergies renouvelables ; mobilité durable ; hydrocarbures responsables.

IFPEN est présent sur 2 sites en France : Rueil-Malmaison et Solaize (Lyon). Les deux sites accueillent des activités de R&I (dont laboratoires, halls, ateliers, etc.), avec la particularité pour le site de Lyon de disposer des grands équipements et unités pilotes destinés à réaliser des essais à l'échelle préindustrielle. Les deux sites accueillent également les directions support à la R&I (tertiaire) et des zones ATEX.

NOTA : le titulaire du présent marché est d'ores et déjà informé du changement d'appellation et du nom commercial du maître d'ouvrage qui interviendra selon toute vraisemblance en cours d'exécution. L'IFPEN signalera au titulaire, par décision unilatérale modificative du marché, ce changement dans les meilleurs délais et en tout état de cause avant qu'il ne devienne effectif. Les parties au présent marché conviennent qu'une telle modification est sans incidence sur les conditions financières et techniques du marché et ne nécessitera pas la passation d'un avenant. En conséquence, le titulaire s'engage à actualiser les pièces établies dans le cadre de l'exécution du marché, notamment celles concourant aux demandes de paiement.

## ARTICLE 1 - CARACTERISTIQUES GENERALES DU MARCHE

### **1.1. Identification des parties contractantes**

Le présent marché est conclu entre :

D'une part, IFP Energies Nouvelles (ci-après IFPEN), soit un établissement public industriel et commercial (EPIC) représenté par son Président et désigné dans les différentes pièces du marché par les expressions « l'acheteur, IFPEN, le maître d'ouvrage ». Au quotidien, la Direction des supports aux activités, l'environnement et la sécurité (DSES) sera le représentant d'IFPEN,

Et,

D'autre part l'entreprise titulaire du marché, cocontractant de l'IFPEN, désignée dans les différentes pièces du marché par l'expression « le titulaire ».

### **1.2. Objet du marché**

Le marché a pour objet les opérations de maintenance préventive et curative des systèmes de désenfumage naturel des différents bâtiments du site d'IFPEN Solaize comprenant à minima les opérations définies à l'article 4 du CCP.

En sa qualité de spécialiste du domaine concerné par les prestations, le titulaire s'engage à mettre en place tous les moyens nécessaires pour la bonne réalisation des opérations de maintenance et d'entretien en les exécutant conformément aux prescriptions détaillées dans le CCP, à celles des fabricants et selon les règles de l'art.

D'une manière générale le titulaire est responsable de l'entretien et contrôle périodique des installations, du diagnostic précis en cas de panne, du dépannage et de la réparation de ces installations.

Sans préjuger de la description des tâches détaillées dans le présent CCP, le présent marché est réalisé avec une obligation de résultat.

L'attention de l'entreprise titulaire est attirée sur le fait que l'ensemble des prestations est réalisé dans un site en activité. Par conséquent, l'entreprise titulaire doit impérativement réaliser les prestations en garantissant le strict respect des consignes de sécurité spécifiques au site de Solaize et dans la limite des délais spécifiés pour lesquels il est engagé. Il est demandé à l'entreprise titulaire un grand respect pour le voisinage et les tiers (bruits, risques d'accident, ...) et de nuire le moins possible au bon fonctionnement de la zone. Les abords du chantier sont conservés propres.

Aucune contestation n'est admise après la conclusion du marché, sous prétexte d'une mauvaise appréciation des difficultés, notamment de mise en œuvre ou au regard des contraintes liées aux délais d'exécution ou de contraintes de sécurité. Le titulaire est donc réputé avoir contrôlé toutes les indications du dossier, avoir visité les lieux d'exécution du marché et étudié en particulier, les dispositions à adopter pour l'organisation des prestations et leur sécurisation.

### **1.3. Inventaire des installations**

L'annexe 1 du CCP fournit la liste détaillée des équipements désenfumage du site de Solaize. Celle-ci est à vérifier par le titulaire du marché au moment de l'état des lieux d'entrée du marché, et mise à jour au moment de l'état des lieux de fin de marché.

Au cours de la durée du marché, le titulaire a en responsabilité la continuité des fonctions des équipements de désenfumage. A ce titre, la rénovation ou le changement des équipements ne pourront pas donner lieu à une modification financière ou d'exécution à l'exception des hypothèses définies à l'article 9.1 du CCP.

## 1.4 Etat des lieux

A la notification du marché, un état des lieux contradictoire devra être opéré par le titulaire dans un délai d'un (1) mois ou soit en accord avec le représentant d'IFPEN lors de la première visite préventive. Cet état des lieux permettra l'identification d'éventuels composants défectueux qui affectent le fonctionnement du matériel.

Un rapport photographique détaillé de l'état des lieux concrétise cette visite. Il mentionne a minima les caractéristiques des installations, leur état et il consigne la liste des documents que le représentant d'IFPEN tient à la disposition du titulaire.

Le rapport est transmis dans un délai de 15 jours ouvrés maximum à l'issue de cette visite et devient une pièce contractuelle, comme indiqué à l'article 3.1 du CCP.

Selon les conclusions émises dans le rapport, notamment au regard du type de travaux qui y seraient préconisés, IFPEN détermine dans un délai de six (6) mois à compter de l'édition de ce rapport la nécessité de faire les travaux recommandés par ses propres moyens. Si tel est le cas, un état des lieux complémentaire sera effectué entre les Parties et sera la base de référence pour apprécier la bonne tenue fonctionnelle des installations conformément aux dispositions précitées.

## 1.5. Lieu d'exécution des prestations

Les prestations se déroulent sur le site de Solaize de IFPEN situé à l'adresse suivante :

IFPEN  
Rond-point de l'échangeur de Solaize  
69360 Solaize

Ce site est doté de laboratoires R&I ainsi que d'une zone tertiaire.

## 1.6. Forme du marché public

Le marché comprend une partie ordinaire traitée à prix forfaitaire avec des prestations en continu ou réalisées à intervalle régulier et une partie à bon de commandes mono attribuée avec des prestations réalisées au gré des besoins, assorties de prix unitaires résultant du bordereau de prix unitaires (BPU) voire de devis.

### 1.6.1 Partie ordinaire

La partie ordinaire comprend les prestations de maintenance préventive définies à l'article 4.1 et dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

### 1.6.2 Partie à bons de commande

La partie à bons de commande mono attribuée du marché comprend les prestations de maintenance corrective définies à l'article 4.2 du CCP ainsi que dans le bordereau de prix.

Dans sa partie à bons de commande, le marché est exécuté au moyen de bons de commandes au sens des articles R. 2162-2 et R. 2162-13 à R. 2162-14 du code de la commande publique adressés au titulaire dans les conditions définies ci-après.

Cette partie est conclue sans montant minimum mais avec un montant maximum sur la durée totale du marché (reconductions incluses) conformément à l'article R2162-4 2° du code de la commande publique déterminé comme suit :

Description des prestations soumises à un montant maximum	Montant en € HT
Maintenance curative	40 000

Le marché cesse automatiquement de produire ses effets, uniquement dans sa partie à bons de commande, lorsque ce montant maximum aura été atteint, quelle que soit la durée prévue initialement par l'IFPEN à l'exclusion d'une modification de ce même montant en application de l'article 9 du présent document.

### 1.6.3 Partie à bons de commande

Pour ses besoins en matière de maintenance corrective (Cf article 4.2 du CCP), l'IFPEN émet des bons de commande, pendant toute la durée d'exécution du marché public au fur et à mesure des besoins. Ces bons de commande sont établis sur la base de devis établis par le titulaire dans les conditions de l'article 4.2.2. Ils sont datés et signés par toute personne habilitée à cette fin par l'IFPEN puis transmis au titulaire par voie électronique dans les conditions prévues ci-après prises en dérogation de l'article 3.7 du CCAG FCS.

Chaque bon de commande émis par l'IFPEN affiche les données suivantes :

- La référence du marché,
- La date et le numéro du bon de commande,
- La raison sociale et l'adresse du titulaire,
- Les quantités, références, désignations et prix des prestations,
- Le montant de la commande HT et TTC,
- La durée et/ou les dates d'exécution, dans le respect des délais définis par les documents contractuels.

Dans le cas où le titulaire du marché public est un groupement d'opérateurs économiques constitué en application de l'article R2142-19 et suivants du code de la commande publique, les bons de commande sont transmis au seul mandataire du groupement, désigné. En cas de sous-traitance dans les conditions définies à l'article 1.5 du présent document, les bons de commande sont transmis au seul titulaire du marché.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'IFPEN dans un délai de trois (3) jours ouvrés à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

En l'absence de réserves exprimées par le titulaire dans les délais indiqués, ce dernier ne peut dégager sa responsabilité en arguant d'une erreur dans la commande. Le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part

Le titulaire fournit une adresse électronique (courriel) valide pour la réception des commandes et précise aussi des contacts (noms, statuts, téléphone etc.) valides.

### 1.6.4 Exclusivité au profit du titulaire

Dans le cadre du présent marché, le titulaire bénéficie d'une exclusivité contractuelle de sorte qu'IFPEN ne peut recourir au service d'un autre opérateur économique.

Toutefois, le titulaire peut perdre temporairement le bénéfice de l'exclusivité des commandes et/ou des interventions dans les cas limitativement énumérés ci-dessous :

- I. en cas de non-respect des prix de références de l'annexe financière du marché ;
- II. en cas de non-respect des délais d'intervention par le titulaire ou son traitant / co-traitant ;
- III. en cas de non-respect du délai d'établissement des devis ;

IV. en cas de défaillance constatée du titulaire, de son traitant ou de son co-traitant. Une telle défaillance peut être constatée notamment en cas de non-respect des consignes de sécurité applicables sur le site de Solaize par le titulaire ou le sous-traitant/co-traitant, en cas de manquement(s) répété(s) ou jugé(s) particulièrement grave(s) mis en évidence par une ou plusieurs mises en demeure notifiées par IFPEN au titulaire, impliquant ou non son sous-traitant / cotraitant mais demeurées infructueuses ;

V. en cas de non-respect de l'obligation de résultat par le titulaire ou son sous-traitant/co-traitant ;

VI. en cas de non-respect de la date ou la période d'intervention indiquée au bon de commande.

**Dans l'un des cas de figure mentionnés ci-dessus, l'IFPEN est autorisé à faire intervenir un tiers opérateur. A la suite d'une telle décision, le titulaire ne peut ni s'estimer soustrait de ses obligations contractuelles ni prétendre à une quelconque indemnité.**

## **1.7 Sous-traitance**

En complément des dispositions des articles R 2193-1 à R 2193-22 du code de la commande publique, les conditions de l'exercice de la sous-traitance directe et indirecte sont définies à l'article 3.6 du CCAG FCS et trouvent à s'appliquer à l'exception des dispositions de l'article 3.6.1.5 pour lesquelles l'article 11 du présent document s'applique par dérogation.

**Conformément à l'article L. 2193-3 du code de la commande publique, la sous-traitance est exclue pour les prestations de maintenance préventive et corrective qui se déroulent sur des toitures de bâtiments et des ouvrages situés en zone de sécurité. La zone de sécurité est définie en raison des activités de process qu'abritent certains bâtiments et des espaces ATEX. Pour ces bâtiments, seules les équipes du titulaire seront autorisées à intervenir.**

En cas de sous-traitance directe, le titulaire doit faire accepter le sous-traitant et faire agréer ses conditions de paiement auprès d'IFPEN conformément à la réglementation en vigueur visée précédemment et dans les conditions exposées ci-dessous.

Si le titulaire souhaite sous-traiter une partie des prestations, il doit constituer un dossier de présentation du sous-traitant (DC4) (disponible à l'adresse suivante <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>). Les articles R.2193-1 et R.2193-3 du code de la commande publique listent les éléments qui doivent obligatoirement figurer dans la déclaration de sous-traitance et les modalités de cette déclaration. En outre, le titulaire adresse à l'appui de sa déclaration les documents suivants :

- ✓ Ses qualifications ou certifications professionnelles identiques à celle requises au titulaire et relatives à la réalisation de la mission qui lui est confiée
- ✓ Les attestations fiscales et sociales de chaque sous-traitant pour toute opération sous-traitée d'une valeur égale ou supérieure à 5000 € HT,
- ✓ Une attestation d'assurance couvrant la durée totale du marché (Peu importe le moment où le sous-traitant intervient)),
- ✓ Une déclaration attestant que le sous-traitant n'est pas placé dans un des cas d'exclusion de la procédure de passation mentionné au chapitre Ier du titre IV du code de la commande publique,
- ✓ Le cas échéant, la copie du ou des jugements prononcés si la société est en redressement judiciaire

**Il est rappelé au titulaire qu'il est tenu de demander au sous-traitant la communication des pièces prévues aux articles D.8222-5 (cocontractant établi en France) ou D.8222-7 et D.8222-8 (cocontractant établi à l'étranger) du Code du travail, qui sont à produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché et, le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers qui seraient susceptibles d'être employés (articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail) ainsi que les salariés français détachés en France par leur société étrangère (ne nécessitant pas d'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du code du travail).**

**De même, comme pour le titulaire, le sous-traitant régulièrement accepté est tenu de respecter les consignes et procédures de sécurité et hygiène applicables sur le site de Solaize. En cas de non-respect et après une mise en demeure restée infructueuse auprès du titulaire, l'IFPEN sera en droit d'interdire l'accès de son site au sous-traitant pris en faute, le titulaire devant alors soit reprendre à son compte les prestations ou présenter à l'accord d'IFPEN un nouveau sous-traitant. Une telle éviction suivie du remplacement de sous-traitance ne peut conduire à une augmentation des prix ou à une révision des délais d'intervention.**

Le montant des prestations du sous-traitant doit être présenté selon une décomposition en correspondance avec celle du marché du titulaire.

En cas de sous-traitance indirecte, les sous-traitants qui sous-traitent doivent faire accepter leur sous-traitant indirect et faire agréer leurs conditions de paiement dans les mêmes conditions que l'acceptation du sous-traitant direct.

Il est précisé que pour toute sous-traitance dont le montant est supérieur au seuil indiqué à l'article R2193-10 du code de la commande publique, le sous-traitant direct dit « de rang 1 » est admis au paiement direct sous réserve qu'il soit accepté et ses conditions de paiements agréées par IFPEN. **Cependant, si le sous-traitant n'a pas la possibilité de renoncer expressément par avance à son droit, il peut, sans préjudice de celui-ci, être payé directement par le titulaire (ou l'entrepreneur principal) et non par le maître d'ouvrage, le paiement ainsi effectué éteignant à due concurrence la créance du sous-traitant sur le maître d'ouvrage.** Dans cette hypothèse, le maître d'ouvrage est en droit d'exiger du titulaire les justificatifs nécessaires permettant d'attester le paiement, total ou partiel, des prestations réalisées par le sous-traitant.

**En cas de non-respect des modalités exposées au présent article et par dérogation à l'article 3.6.1.5 du CCAG FCS, en cas de sous-traitance occultée avérée, le titulaire encourt les pénalités définies à l'article 11 du présent CCP, après une mise en demeure restée infructueuse. L'application d'une pénalité sanctionnant le non-respect de la déclaration de sous-traitance ne prive pas IFPEN de résilier le marché aux torts exclusifs du titulaire conformément à l'article 15.1 du CCP.**

## **1.8 Prestations similaires**

IFPEN se réserve la possibilité de recours ultérieur au marché sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires au sens de l'article R. 2122-7 du code de la commande publique au cas où ces prestations seraient nécessaires au bon fonctionnement du marché compte tenu des évolutions du périmètre et de la nature des activités. Dans ces conditions, il est possible de négocier les conditions techniques et tarifaires des nouvelles prestations qu'il s'agit de confier au titulaire.

## **ARTICLE 2 – DUREE DE L'ACCORD-CADRE**

Le marché prend effet à compter de sa date de notification pour une première période d'une durée de d'un (1) an ferme.

À l'issue de cette dernière, le marché sera reconductible tacitement trois (3) fois pour une durée d'un an, sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre (4) ans. Conformément à l'article R2112-4 du Code de la Commande Publique, le titulaire ne peut s'opposer à cette reconduction.

L'acheteur pourra décider de ne pas prolonger le marché en respectant un préavis de deux (2) mois, avant la date de fin de la période en cours.

En cas de non-reconduction, le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité.

Le titulaire est tenu d'exécuter les bons de commande dont les délais d'exécution vont au-delà de la date d'échéance du marché dès lors que ceux-ci lui ont été notifiés avant l'expiration de cette dernière, et ce, dans la limite de quatre (4) mois à compter de la date d'échéance du marché.

## ARTICLE 3 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

### **3.1. Pièces particulières du marché**

Cet article déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS.

Le marché est régi par les documents mentionnés ci-après, qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre suivant :

- L'acte d'engagement et ses annexes

1) L'annexe financière composée d'une « décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) » relative à la maintenance préventive et d'un bordereau de prix unitaires (BPU) pour la maintenance curative.

Nota : la décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) n'est considérée comme document contractuel que pour la détermination des prix servant au règlement des prestations prévues par le maître de l'ouvrage et à leur nature. Ce document ne peut donc servir à donner une quelconque indication contractuelle notamment sur les quantités.

Par ailleurs, les erreurs de quantités, divergences ou ambiguïtés de toutes sortes pouvant apparaître dans la décomposition du prix des prestations traitées ne peuvent, en aucun cas, conduire à une modification d'un prix forfaitaire.

- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) assorti

D'une annexe 1 : liste des matériels à prendre en charge,  
D'une annexe 2 : plan du site

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé par arrêté du 30 mars 2021 (CCAG-FCS) modifié. Ce dernier document, d'ordre général, n'est pas joint au présent marché, mais les parties contractantes déclarent expressément les connaître, s'y référer et les accepter,

- L'offre du titulaire valant engagement contractuel comprenant notamment le document intitulé les moyens en personnel dédiés pour assurer l'exécution des prestations ainsi que le cadre de réponse technique

- Les plannings annuels de maintenances préventives (Cf article 4.1.2 du CCP),

- L'état des lieux

- Les rapports d'intervention

- Les bons de commande émis par IFPEN.

Les avenants et les éventuels actes spéciaux de sous-traitance, le cas échéant, conclus et notifiés en cours d'exécution du marché désignent également des pièces constitutives.

Seuls les exemplaires de ces documents conservés auprès d'IFPEN font foi.

Toute clause portée dans les documents établis par le titulaire est réputée non écrite dès lors qu'elle apparaît contraire aux stipulations des autres pièces contractuelles définies au présent article. Cette disposition est notamment mais non exclusivement applicable aux conditions générales de vente proposées par le titulaire dans ses documents. En cas de contradiction ou de différence entre les documents régissant le marché public, les documents placés le plus haut dans la liste ci-dessus prévaudront.

Sauf à avoir signalé les erreurs éventuelles avant la notification du présent marché, le titulaire exécute les prestations comme étant prévues dans son prix, sans exception ni réserve conformément aux règles

de l'art, des normes, règlements et textes en vigueur. Le titulaire doit l'intégralité des prestations, en conformité avec les enjeux et les objectifs définis dans les documents définis.

Nota : la signature par le titulaire de l'Acte d'Engagement le lie à l'ensemble des documents constituant le marché public et cités au présent article, quand bien même ces derniers ne seraient pas signés et paraphés.

Le titulaire s'engage à exécuter l'intégralité des prestations nécessaires conformément aux règles de l'art de la profession ainsi qu'aux règlements en vigueur à la date du marché quand bien même il n'en serait pas fait mention dans le CCP.

### 3.2. Normes et règlements

Dans le cadre des prestations d'exécution, le titulaire doit respecter les normes, les règlements, les prescriptions techniques applicables par l'objet du marché, et en particulier le code du travail et la réglementation désenfumage pour les ICPE (installations Classées pour la Protection de l'Environnement) et les EIC (Établissements Industriels et Commerciaux).

Plus précisément, le titulaire assure de manière constante la sécurité du personnel dans l'exécution de ses prestations (risques de chutes, de bruit, épidémie/pandémie, etc). Le titulaire doit le cas échéant prendre en compte toutes les prescriptions techniques et sécuritaires complémentaires communiquées par IFPEN.

Il fait siennes des règles professionnelles définies par le secteur ainsi les mesures de prévention des risques professionnels sur les chantiers selon les guides et les préconisations édités par les organismes officiels (CNAM, CARSAT, OPPBTP, INRS ...).

## ARTICLE 4 – DEFINITION DES PRESTATIONS

### 4.1. Maintenance préventive / Entretien

#### 4.1.1 Définition du périmètre d'intervention

La maintenance préventive inclut exclusivement des prestations à prix forfaitaire.

La maintenance préventive est « **forfaitaire** ». Elle est établie selon des critères prédéterminés dans l'intention de réduire la possibilité de défaillance ou la dégradation des installations et de maintenir dans le temps leur fiabilité à un niveau de parfait fonctionnement. Une inspection et un nettoyage minutieux des installations concourent pleinement à cet objectif.

Sur l'ensemble des bâtiments (Cf annexe 1), le titulaire effectue a minima **deux (2) visites annuelles de maintenance préventive** espacées de six (6) mois. Le titulaire communique chaque année à IFPEN, dans les conditions de l'article 4.1.2 du CCP, le planning des interventions annuelles couvrant la période précitée.

Les jours d'intervention pour les maintenances préventive s'étendent du lundi au vendredi de 8h00 à 17h00.

Le titulaire doit se reporter à l'annexe 1 du CCP pour connaître l'ensemble des bâtiments compris dans le périmètre du marché.

Au cours de cette visite, le titulaire réalise à minima les prestations prévues dans la norme NF S 61-933 et s'engage à appliquer pour chaque type d'ouvrage les tâches suivantes :

- ⇒ Examen du passage en position de sécurité des DAS (dispositifs actionnés de sécurité),
- ⇒ Essai des exutoires et ouvrants,
- ⇒ Examen visuel de chaque DAS, y compris ceux qui disposent d'un contrôle de position et d'un réarmement à distance,

- ⇒ Examen du passage en position de sécurité des dispositifs commandés terminaux (DCT),
- ⇒ Contrôle et remplacement le cas échéant des cartouches de CO<sup>2</sup> comprimé à usage unique utilisés en tant que source de sécurité des APS (alimentations pneumatiques de sécurité) par pesage.

A l'issue de son intervention, le titulaire renseigne un rapport d'intervention (cf. article 4.1.3 du présent CCP) sur lequel sont détaillés, en complément des informations liées à la visite réalisée, l'ensemble des anomalies constatées et notamment les préconisations pouvant être apportées en matière de sécurité, de mise conformité et de vétusté.

La maintenance préventive inclut les frais de main-d'œuvre, de déplacement, de location et de mise en place de nacelle, d'échelle, d'échafaudage ou autres, des équipements de protection individuels provisoires, de nettoyage dont la prise en charge et traitement des déchets ainsi que les documents administratifs (tels que les rapports d'interventions, le bon de suivi de déchets ...).

Tous les consommables nécessaires aux essais des opérations de vérification de maintenance préventive sont à la charge du titulaire.

#### 4.1.2 Modalités d'intervention

Au plus tard un (1) mois après la date d'effet du marché (cf. article 2 du présent CCP), le titulaire doit remettre à IFPEN pour validation, un **planning annuel des visites préventives des systèmes de désenfumage** dont il a la charge pour la première année du marché.

Pour les années suivantes, le titulaire doit remettre le planning d'intervention de l'année à venir au plus tard 30 jours avant la date d'anniversaire du marché.

ATTENTION : pour élaborer son planning, le titulaire devra tenir compte des jours de fermeture du site IFPEN de Solaize. Cette information lui sera communiquée au jour de la réunion de lancement (Cf. article 5.2.1).

Après accord du représentant d'IFPEN, le planning d'intervention est notifié au titulaire et devient une pièce contractuelle (cf. l'article 3.1 du présent CCP) dans un délai de 15 jours ouvrés suivant sa réception. Durant ce délai, IFPEN peut apporter et notifier au titulaire toute modification qu'elle juge utile.

Le planning est réputé accepté si aucun accord formel du représentant de l'acheteur n'a été communiqué au titulaire dans le délai précité.

Les jours et heures de passage du titulaire sont convenus d'un commun accord entre le titulaire et IFPEN suivant le planning annuel des interventions.

Pour la maintenance préventive, le titulaire définit et organise librement les périodes de travail de ses équipes, sous réserve de minimiser la gêne occasionnée sur activités d'IFPEN ou causée à l'exploitation du bâtiment. Les interventions ont lieu durant les tranches horaires mentionnées à l'article 4.1.1

En cas de non-respect des dates de passage prévues au planning, les pénalités prévues à l'article 11 du présent CCP pourront s'appliquer sauf prolongation décidée par IFPEN dans les conditions définies ci-après.

#### 4.1.3 Rapports d'intervention

L'établissement et l'envoi de ces documents sont inclus dans le coût des maintenances.

Les visites préventives font l'objet d'un rapport d'intervention détaillé et complet sur lequel sont précisés :

- ⇒ La date et l'objet de la visite

- ⇒ Le type de matériel, avec localisation sur plan
- ⇒ Les risques potentiels de dysfonctionnement
- ⇒ Les anomalies et désordres constatés et les solutions apportées ou proposées,
- ⇒ Les préconisations de travaux à réaliser (travaux pour lesquels l'IFPEN se réserve le droit de donner suite ou non) en veillant à distinguer
  - o Les travaux urgents (à faire dans l'année)
  - o Les travaux non urgents
- ⇒ les pistes d'amélioration motivées et chiffrées
- ⇒ Un rapport photo avant et après intervention

Ce document doit être transmis à la DSES, au plus tard dans les 10 jours ouvrés à l'issue de l'intervention.

## 4.2 Maintenance corrective

### 4.2.1 Définition du périmètre d'intervention

La maintenance corrective est dite « **hors forfait** ». Elle est facturée sur la base du devis du titulaire renseignant les prix unitaires de main d'œuvre et déplacement indiqués au BPU et des prix des pièces remplacées.

Dans tous les cas de figure, la maintenance corrective contribue à la remise en état des installations, au dépannage, à la réparation et au remplacement des éventuels éléments/pièces jugés défectueux, usés ou cassés à la suite d'un usage normal, ainsi qu'à la vérification des performances et la conformité de l'installation ce, à la suite d'un constat d'anomalies réalisé soit :

1. A la suite d'une visite de maintenance préventive, sur la base du chiffrage de la maintenance curative à prévoir, le cas échéant, afin de rétablir le fonctionnement du système
2. lors de la survenance d'une défaillance, d'un sinistre ou d'une dégradation de l'installation signalée par IFPEN nécessitant une intervention du titulaire dans le plus brefs délais

**Selon la nature de la panne, sa criticité, l'urgence associée à la réparation, le titulaire peut être amené à intervenir pour dépannage express selon les modalités décrites au présent CCP.**

Les interventions doivent être réalisées dans le respect des normes précisant les conditions techniques de bonne exécution des ouvrages et qui correspondent à chaque type de couvertures. Le titulaire doit prévoir la fourniture, la pose et le raccordement de l'ensemble des pièces détériorées.

### 4.2.2 Modalités d'intervention (hors situation urgente)

De telles interventions curatives peuvent être jugées nécessaires à l'issue des opérations de maintenance préventive sur recommandations du titulaire à l'appui de son rapport d'intervention préventive ou en cas de panne détectée par IFPEN.

En cas d'interventions importantes ou particulièrement complexes, le titulaire peut être autorisé à effectuer une visite préalable afin d'appréhender au mieux les opérations à réaliser, le périmètre d'intervention en vue de l'établissement du devis.

Si la réparation ne peut être réalisée immédiatement compte tenu de l'importance des réparations à réaliser ou des délais d'approvisionnement d'un matériel spécifique, le titulaire doit immédiatement le signaler à IFPEN qui fera appel au prestataire de son choix pour la mise en place de mesures conservatoires (mainteneur sur site).

**En tout état de cause, hors situation de dépannage urgent, sur demande d'intervention d'IFPEN ou après visite préventive, le titulaire doit respecter la procédure suivante :**

1. Etablissement et émission d'un devis (prix main d'œuvre, déplacement, pièces) transmis à l'IFPEN par courriel dans un délai de cinq (5) jours ouvrés décompté du jour de la demande d'IFPEN. En cas de visite jugée nécessaire par le titulaire pour établir le devis, le délai de transmission du devis est décompté au lendemain de la visite.
2. A réception du devis, IFPEN est autorisé à émettre des observations sur le devis, le planning de prise en charge de la maintenance corrective dans un délai de trois (3) jours ouvrés, l'accord d'IFPEN sur les pièces produites par le titulaire est formalisé au moyen d'un bon de commande adressé au titulaire dans les conditions de l'article 1.4.3 du CCP.
3. A réception du bon de commande, le titulaire procède ensuite à l'exécution des prestations dans le délai prévu dans le planning. Cette prestation comprend le déplacement, la main d'œuvre, les matériaux ou consommables, l'utilisation des moyens d'accès en hauteur

En cas de non-respect des délais mentionnés au présent article, le titulaire peut être délié de son exclusivité (Cf. article 1.4.4) et IFPEN est autorisé à faire intervenir un opérateur tiers de son choix.

#### 4.2.3 Modalités d'intervention (dépannage express)

Le titulaire déploie les moyens et les processus de gestion des prises d'appels, des interventions et des actions correctives pour répondre aux demandes d'IFPEN jugées urgentes (sans bon de commande préalable).

Dans ce cas de figure, le marché distingue trois délais :

- le délai de prise en compte

Le délai de prise en compte correspond au signalement d'anomalie effectué par IFPEN sollicitant une demande d'intervention auprès du titulaire. Ce faisant, IFPEN a recours aux moyens de communication mis à disposition par le titulaire (hot line, courriel ...). Le titulaire dispose de deux (2) heures maximum pour prendre en compte le signalement et en avvertir de sa prise en compte par un moyen sûr et tracé (courriel) auprès d'IFPEN. Toutefois, si le titulaire prévoit des conditions plus favorables, dans son offre, celle-ci trouveront à s'appliquer.

- le délai d'intervention

Le délai d'intervention court à partir de la prise en compte du signalement par le titulaire et il correspond au délai imparti pour intervenir sur site tel que défini dans son offre, se présenter à l'accueil du site et faire constater l'heure de son arrivée qui sera reportée dans le rapport d'intervention.

- le délai correctif

Reporté dans le rapport d'intervention, le délai correctif pour lequel le titulaire s'est engagé au titre de son offre, commence à partir du début de l'intervention sur site. Il désigne le temps nécessaire pour rétablir l'état normal de l'installation et la disponibilité du service. Le délai correctif s'établit selon la criticité de l'intervention (nature de l'organe en panne, éventuellement en fonction du lieu ou de la circonstance, perte d'une fonction désenfumage, ...). Sera considéré comme non critique tout dysfonctionnement ne mettant pas en péril le site et pouvant être corrigé provisoirement ou définitivement.

#### 4.2.4 Rapports d'intervention

Chaque intervention de maintenance corrective devra faire l'objet d'un rapport d'intervention remis au représentant de l'exploitant (DSES), mentionnant a minima :

- Le libellé de l'intervention.
- Le type d'intervention.
- Le nom de l'équipe et de l'intervenant.
- Les dates et heures d'interventions
- L'état du système de désenfumage avant et après intervention

- L'équipement concerné, le domaine concerné et la localisation
- Le diagnostic, les causes et le remède ; l'état initial, l'état final
- Les actions correctives menées,
- Les fournitures consommables et les pièces changées,

Dans le cas où une remise en fonctionnement n'est pas possible, le titulaire devra fournir les éléments suivants :

- Sous 48h suivant son intervention, le rapport d'intervention précédemment mentionné auquel seront ajoutés le délai de remise en service, le degré de risque pendant ce délai et si l'installation ne permet pas une mise en sécurité correcte de l'établissement. Le titulaire devra impérativement prévenir oralement et par écrit rapidement la DSES. Le rapport d'intervention indiquera clairement la non-résolution du problème.

En cas de problème d'approvisionnement, si le délai maximum de remise en service prévu au marché ou pour lequel le titulaire du marché s'est engagé dans son dernier rapport d'intervention n'est pas respecté, le titulaire devra adresser à IFPEN une note écrite donnant un échéancier explicite avec justification du délai.

### 4.3 Fournitures

S'agissant des pièces de rechange (maintenance corrective), un devis devra être soumis systématiquement à l'IFPEN sur la base du bordereau de prix unitaires indiquant le coût horaire de la main d'œuvre, les frais de déplacement (contractualisés au BPU), les pièces/matériels/consommables refacturés avec fourniture, pose, raccordement, test et mise en service inclus.

Les pièces détachées mises en œuvre sont des pièces neuves d'origine, ou conformes aux spécifications du constructeur. Les Spécifications Techniques Détaillées (STD) des pièces détachées qui ne sont pas d'origine sont soumises à l'approbation de la DSES. Tous les composants pour la maintenance sont identiques à ceux de la construction sauf dérogation écrite de la DSES.

S'agissant des consommables, petites fournitures, les petites fournitures techniques, à savoir la visserie, les accessoires de câblage ... sont inclus dans la prestation et ne donneront lieu à aucune refacturation.

Les caractéristiques techniques des matières consommables indispensables à un fonctionnement des installations sont celles préconisées par les constructeurs. Le titulaire veille à la régularité des approvisionnements des fournitures afin d'assurer ses prestations dans les délais impartis.

### 4.4 Outillage

L'outillage léger ou lourd, les moyens de levage, les échafaudages, les appareils de mesure font partie des moyens du titulaire et à ce titre font partie intégrante des prix du marché, sans possibilité de facturation complémentaire.

## ARTICLE 5 – MODALITES D'EXECUTION

### 5.1 Prolongation accordée par IFPEN

Pour la maintenance préventive, en vue de l'application du planning d'exécution arrêté entre les parties, le titulaire est tenu de signaler à IFPEN, par lettre recommandée ou par courriel, dans un délai de sept jours ouvrés avant l'intervention préventive, toute circonstance ou événement susceptible de motiver une prolongation du délai d'exécution ou le report de la date d'intervention. Toutes justifications nécessaires, permettant à IFPEN de reconnaître le bien fondé des difficultés imprévues motivant le retard, doivent être jointes. Si à la suite de l'examen des justifications fournies, le maître de l'ouvrage décide d'accorder une prolongation de délai, un nouveau délai contractuel ou une date d'intervention est établi entre les parties. Cet article déroge à l'article 13.3 du CCAG FCS.

## 5.2 Réunions

### 5.2.1 Réunion de lancement du marché

Dans la semaine suivant la réception du courrier de notification, le titulaire doit convenir d'une réunion avec les responsables de la Direction sécurité, environnement et support aux activités (DSES) pour le lancement et la mise en place du marché.

Elle a principalement pour objet de :

- Détailler les modalités de fonctionnement et d'organisation de la prestation,
- Préciser le cadre de collaboration,
- Déterminer les premières échéances (diagnostic/état des lieux, planning des opérations de maintenance préventive année 1), les jours de fermeture du site de Solaize,
- Echanges sur les prérequis techniques,
- Valider les interlocuteurs IFPEN / Interlocuteurs du côté du titulaire.

**La présence du titulaire ou de ses représentants est également requise dans le cadre de réunions prévues en cours d'exécution du marché, les parties devant convenir ensemble des jours et des horaires.**

### 5.2.2 Réunion de suivi qualitatif

Une réunion de suivi qualitatif peut être organisée à l'initiative de l'IFPEN au moins une fois par an pour laquelle le titulaire doit se rendre disponible en dépêchant une ou plusieurs personne(s) capable(s) de le représenter et au fait du marché (pièces contractuelles, type d'interventions...).

**Une telle réunion sera programmée le jour même du renouvellement du plan de prévention prévu à l'article 5.7 du CCP.**

Si nécessaire, d'autres rencontres peuvent avoir lieu en cours d'exécution du marché. Les réunions peuvent être organisées, par téléphone ou via des moyens de communication à distance (visioconférence...) ou en présentiel dans les locaux du site d'IFPEN.

## 5.3 Accès aux installations

Le personnel du titulaire a accès aux installations pendant les heures prévues à l'article 4 du présent CCP. Il doit être muni d'un badge remis par l'IFPEN, valant titre de circulation.

En cas de perte ou de vol du badge, le titulaire avise aussitôt l'IFPEN des exemplaires manquants, ceux-ci sont remplacés et font l'objet d'une facturation au titulaire. Ils doivent être restitués à l'IFPEN à la fin de chaque intervention.

La DSES prendra toutes les dispositions nécessaires pour que les intervenants du titulaire puissent se rendre aux endroits où une intervention de leur part est rendue nécessaire.

En outre, les signalisations d'incidents de fonctionnement ou de difficultés d'accès aux installations sont centralisées par la DSES auprès de laquelle les intervenants du titulaire prennent leurs instructions.

## 5.4 Travail en milieu occupé, nuisances

Dans le cadre des interventions, les lieux affectés par le chantier ou à proximité sont occupés par le personnel en activité. L'attention du titulaire est donc attirée sur les soins à prendre pour que les opérations de maintenance n'engendrent aucune gêne au bon fonctionnement de l'activité et aucune perturbation du cadre de vie du personnel.

Il convient, lors de d'opérations de maintenance effectuées en période de fonctionnement du site d'IFPEN, de porter une attention toute particulière à la maîtrise des nuisances sonores et à la maîtrise de la qualité de l'air.

## **5.5 Gestion des déchets**

Pour les différentes opérations de maintenance, le tri préalable et l'évacuation des déchets sont à la charge du titulaire. Ces prestations sont intégrées dans les prix unitaires et forfaitaires valorisées dans les annexes financières.

Tous les déblais, déchets et gravais provenant des différentes maintenances sont évacués en décharges publiques spécialisées ou vers une installation autorisée et ce, pour en permettre la valorisation ou l'élimination conformément à la réglementation en vigueur.

Chaque enlèvement fait l'objet d'un bordereau de suivi de déchets (BSD) qui doit être remis lors de la remise du rapport d'intervention.

## **5.6 Sécurité et signalisation des interventions**

Les intervenants du titulaire portent et utilisent leurs équipements de protection individuelle (EPI) de sécurité lorsque cela est nécessaire. Ils assurent leur sécurité pour toutes les opérations en hauteur ou avec un risque feu.

Chaque fois que cela est nécessaire, le titulaire doit à ses frais baliser les zones d'intervention en plaçant les barrages ou déviations, poser les écriteaux et prendre toutes les dispositions pour assurer la signalisation et prévenir les personnes de la présence de zones interdites.

En cas de carence du titulaire ou en cas de danger, l'IFPEN se réserve le droit de prendre toute mesure utile aux frais du titulaire, et sans mise en demeure préalable, sans que cette action puisse dégager la responsabilité du titulaire en cas d'accident.

## **5.7 Plan de prévention annuel**

Les prestations sont réalisées dans le respect des dispositions du décret du 20 février 1992 relatifs aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure.

Dans ce contexte réglementaire, un Plan de Prévention (PDP) est rédigé entre l'IFPEN, le titulaire, ses éventuels sous-traitants au démarrage du marché puis annuellement à date d'anniversaire du marché avec la présence des référents sécurité des différents bâtiments d'intervention. Conformément à l'article 5.2.2, en plus du PDP, ce rendez-vous tient lieu de réunion du suivi qualitatif de la prestation.

La rédaction de ces documents est à la charge d'IFPEN mais le titulaire s'engage à fournir tous les éléments nécessaires à leur rédaction.

Le plan de prévention définit les risques d'interférence avec d'autres activités du site, et les règles à respecter. Il définit également les zones de circulations empruntées par le titulaire.

Ce plan de prévention est complété, éventuellement, d'une autorisation de travail et/ou d'un permis de feu le jour des interventions.

Sauf cas exceptionnel, ou modification importante des conditions d'exécution du marché, ce Plan de Prévention est valable pour toutes les interventions réalisées dans le cadre du marché.

En cas de non-respect des préconisations fixées dans le plan de prévention annuel les pénalités prévues à l'article 11 du présent CCP pourront être appliquées.

## ARTICLE 6 – ORGANISATION ET GESTION DES EFFECTIFS DU TITULAIRE

### **6.1. Interlocuteur dédié**

Pour l'exécution du marché, dès la notification du marché et au plus tard au jour de la réunion de lancement prévue à l'article 5.3.1 du présent document, le titulaire désigne parmi son personnel un interlocuteur dédié suffisamment qualifié pour le représenter auprès de l'IFPEN, piloter l'exécution des prestations et disposant d'un degré de responsabilité nécessaire pour assurer l'encadrement des agents dévolus aux interventions de maintenance.

A ce titre, cet interlocuteur doit :

- ✓ Assurer le suivi administratif du marché (devis, demandes d'intervention, consommation financière etc...),
- ✓ Assumer la responsabilité technique des interventions opérées dans le cadre du marché,
- ✓ Être qualifié et autorisé à prendre toute décision immédiate à la suite des observations, des réclamations émises par l'IFPEN, à valider les choix envisagés,
- ✓ Assister aux réunions définies dans le marché ou demandées par l'IFPEN,
- ✓ Être facilement joignable en heure ouvrée,
- ✓ Gérer les relations avec la DSES
- ✓ Avoir les connaissances techniques et d'organisation pour proposer avec l'appui des divers services de sa société si nécessaire, toutes solutions d'amélioration du fonctionnement ou de la solidité des ouvrages,
- ✓ Se tenir informé des réglementations en vigueur et de leurs évolutions notamment celles qui concernent les ouvrages objet de la maintenance,
- ✓ Vérifier l'exécution et garantir la qualité des prestations,
- ✓ Faire respecter la discipline et les plannings par le personnel.

Le titulaire s'engage à le/les remplacer, en cas de départ de celui-ci. Dans ces conditions, le remplaçant doit présenter les mêmes garanties et compétences professionnelles pour lesquelles il s'est engagé.

### **6.2. Gestion des personnels du titulaire**

Il est expressément entendu que les personnels du titulaire demeurent, à tous les égards, les salariés de ce dernier. A ce titre, le titulaire exerce le contrôle du travail de son personnel et assure l'ensemble des obligations qui lui incombent en sa qualité d'employeur.

Le titulaire est tenu de respecter et de faire respecter par son personnel y compris par le personnel du sous-traitant, affecté à l'exécution des prestations objet du présent marché, les règlements en vigueur, notamment en ce qui concerne l'accès aux sites de l'IFPEN, la formation, la discipline, les mesures de sécurité (notamment le port des EPI), la surveillance médicale...

A cet égard, il est rappelé que le titulaire est responsable de ses salariés en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit et notamment :

- Des accidents,
- Des dégradations,
- Et de tout événement commis pendant l'exécution des prestations ainsi que de tout fait illicite qui pourrait être perpétré par ses employés.

En cas de dégradations volontaires ou involontaires, les frais de remise en état sont entièrement supportés par le titulaire compte tenu de sa qualité d'employeur.

Tout au long de l'exécution du marché, il appartient au titulaire de mettre en place les effectifs en adéquation avec la nature et le volume des prestations, qualifiés et compétents, formés et habilités dans les domaines professionnels requis par l'exécution du marché, expérimentés dans leurs spécialités.

Le titulaire s'engage à déployer un personnel habilité pour tous les types de manutentions y compris pour les accès en hauteur (CACES nacelle, formation échafaudage...).

Il est précisé qu'en aucun cas le manque d'effectif peut remettre en cause les délais d'intervention, sauf circonstance particulière dûment justifiée (exemple : arrêts de travail massifs en raison de la situation sanitaire).

**A cet effet, le titulaire s'engage à mobiliser un personnel formé et aguerri aux opérations de maintenance tous niveaux. Il a une parfaite connaissance des contraintes liées aux installations du marché.**

**Les techniciens mainteneurs doivent également être formés aux risques spécifiques liés à leur environnement de travail et aux règles de sécurité régissant les interventions prévues au marché.**

**Par conséquent, qu'ils soient sous-traitants ou salariés du titulaire, ils doivent tous détenir le certificat FSPEE (Formation du Personnel des Entreprises Extérieures FSPEE) en cours de validité :**

- ✓ De niveau N1 pour le personnel exécutant,
- ✓ De niveau N2 pour le personnel d'encadrement.

Après vérification, l'IFPEN est en droit d'interdire l'accès au site de Solaize à tout personnel du titulaire ne respectant pas les obligations décrites précédemment.

**Les effectifs réels et nécessaires à l'exécution de toutes les prestations et leur répartition sont fixés par le titulaire. Tout au long du marché public, le titulaire applique cette répartition et maintient les effectifs annoncés dans son offre valant engagement contractuel.**

L'IFPEN s'engage à laisser les personnels du titulaire du marché à accéder aux bâtiments pour procéder aux actions de maintenance dans la limite des jours et horaires d'ouverture spécifiés à l'article 4 du CCP. Les agents du titulaire doivent impérativement informer la DSES de leur arrivée pour l'opération et de leur départ une fois l'intervention terminée.

### **6.3. Discipline**

Le titulaire s'engage à faire respecter auprès de son personnel les règlements intérieurs et de sécurité propre à l'IFPEN.

Le personnel du titulaire doit faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche vis-à-vis des tiers et des agents de l'IFPEN. Lors de ses opérations, les intervenants du titulaire respectent les locaux et l'environnement de travail des agents de l'IFPEN et se montrent, dans la mesure du possible, discrets.

Il est interdit au personnel du titulaire :

- D'utiliser le(s) téléphone(s) à d'autres fins que professionnelles,
- D'introduire ou de consommer des boissons alcoolisées dans les locaux,
- De provoquer du désordre, d'une façon quelconque, sur les lieux du travail et leurs dépendances,
- De manquer de respect aux agents de l'IFPEN,
- De sortir du site de l'IFPEN des objets ou des documents dont l'IFPEN est propriétaire, se rendre coupable de vols ou à de détériorations, ou utiliser à des fins personnelles et sans accord préalable de l'IFPEN, les moyens divers auxquels ils ont accès,
- De se faire aider, dans l'exécution de son travail, par une personne étrangère à l'entreprise,
- De pénétrer sur le site sans badge.
- D'effectuer des opérations prévues au marché sans disposer des habilitations, formations nécessaires.

Cette liste n'est pas limitative. En cas de manquement constaté, l'IFPEN se réserve le droit de demander auprès du titulaire la récusation du personnel en faute qui se verra alors interdire l'accès au site. Cette récusation ne peut entraîner de surcoût.

Le titulaire doit prendre toutes les mesures d'ordre et de sécurité propres à éviter des accidents sur le site sur lequel il intervient tant à l'égard du personnel qu'à l'égard des tiers.

#### **6.4. Vêtements de travail**

Le titulaire dote son personnel d'exécution d'un vêtement de travail et de tous les EPI nécessaires contre les risques susceptibles de menacer leur sécurité ou leur santé. Les EPI mis à la disposition de ses salariés répondent aux critères suivants :

- les EPI sont adaptés à la tâche et à l'utilisateur (taille, confort, etc.),
- les EPI sont adaptés aux risques contre lesquels ils protègent leur utilisateur,
- les EPI sont entretenus et vérifiés conformément aux normes et à la réglementation en vigueur, le cas échéant,
- les salariés ont été formés à l'utilisation des EPI le nécessitant.

Aucun agent du titulaire et de ses sous-traitants ne peut être admis s'il ne porte pas visiblement sur sa tenue de travail le badge d'accès confié par l'IFPEN (voir article 5.3 du CCP), l'insigne ou le nom de son entreprise.

#### **6.5. Protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail**

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Le titulaire ou son sous-traitant est réputé connaître et appliquer les modifications réglementaires relatives à la protection de la main d'œuvre et des conditions de travail. Ces modifications n'ont pas à être constatées par voie d'avenant dès lors qu'elles n'ont pas un impact financier sur le prix du marché public. Néanmoins, l'IFPEN se réserve la possibilité de demander au titulaire ou son sous-traitant de justifier l'intégration de ces évolutions réglementaires dans le fonctionnement de ses activités.

Le titulaire ou son sous-traitant s'engage à ne pas contrevenir à la réglementation du travail, sous peine de résiliation du marché à ses torts sans indemnité conformément aux stipulations de l'article 13.2 du CCP.

De même, en acceptant les termes du présent marché, le titulaire ou son sous-traitant est réputé s'engager à confier la réalisation des prestations à des salariés régulièrement employés au regard des articles L 1221-10 à L1221-12, L3243-1 et R3243-1 du code du travail (Article D8222-5-3°).

Par ailleurs, le titulaire ou son/ses sous-traitant(s) s'engage à respecter scrupuleusement la législation et la réglementation en vigueur pour l'embauche de salariés étrangers (extra européens) ou en cas de recours aux salariés détachés et il s'oblige à suivre rigoureusement les démarches officielles pour procéder à de telles embauches.

Les travailleurs étrangers doivent être munis des titres les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée, soit en vertu de dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités ou accords internationaux.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

De même, les parties au marché s'engagent à respecter l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires selon le code du travail fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure.

#### **6.6 Grève**

En cas d'arrêt de travail pour faits de grèves de salariés, il appartient au titulaire du marché, au premier jour de la grève.

En cas d'impossibilité pour le titulaire du marché d'exécuter même partiellement les prestations dues au titre du contrat dès le premier jour de grève, l'IFPEN y pourvoit par tous les moyens qu'elle juge utiles aux frais, risques et périls du titulaire afin d'assurer elle-même ou par un tiers le service.

Les sommes dues à ce titre sont recouvrées par l'IFPEN par tous moyens de droit sauf lorsque leur montant peut être retenu sur les factures restant dues

Le titulaire et ses sous-traitants sont seuls investis du pouvoir de négociation que reconnaît aux dirigeants d'entreprises le code du travail dans les articles qui régissent l'exercice du droit de grève.

La grève du personnel du titulaire et de ses sous-traitants ne saurait constituer, en aucune façon, un cas de force majeure ou d'imprévision permettant l'indemnisation du titulaire par l'IFPEN ou le non-respect des délais d'intervention.

Les représentants de l'IFPEN sont tenus informés immédiatement de tout conflit social dans le périmètre du marché et des solutions mises en œuvre pour son règlement rapide.

## ARTICLE 7 – OBLIGATIONS DES PARTIES

### **7.1. Aux soins du titulaire**

Le marché engage le titulaire sur l'intégralité des opérations et des spécificités techniques décrites dans le CCP. Il s'engage à réaliser les prestations dans les délais imposés ou convenus et à apporter tous les soins nécessaires à leur exécution, conformément aux règles de l'art de sa profession.

Le titulaire s'engage à garantir la qualité des prestations au niveau le plus élevé des usages professionnels, plus particulièrement à :

- Assurer les opérations de maintenance telles que définies au présent document et dans les annexes financières,
- Affecter et pérenniser les moyens humains qualifiés nécessaires pour lesquels il s'est engagé contractuellement,
- Veiller et contrôler le maintien constant des compétences de ses équipes,
- Planifier les opérations de maintenance préventive, les équipes, les matériels et équipements ainsi que les approvisionnements des produits et fournitures dans le souci d'intervenir dans les délais imposés dans le présent document ou mentionnés dans l'offre du titulaire,
- Faire siennes et appliquer avec le plus grand sérieux les obligations en matière de sécurité dictées par sa profession et les règles de sécurité en vigueur sur le site de Solaize,
- Prendre toutes dispositions afin de pallier les nuisances de tout ordre à l'égard du voisinage,
- Accomplir sa mission selon les règles de sa profession,
- Protéger la confidentialité des demandes de l'IFPEN ainsi que celle de toutes les prestations réalisées dans le cadre du marché,
- Assurer un service de conseil auprès d'IFPEN,
- Respecter des dates et échéances prévues aux documents contractuels et d'exécution (plannings de maintenance, Bon de commande...) ou selon les échéances définies de manière informelle entre le maître d'ouvrage et le titulaire au cours de communications effectuées au moyen de courriels électroniques, de réunions, d'échanges téléphoniques...,

- Participer pleinement à la définition du plan de prévention et veiller à sa stricte application durant les opérations de maintenance,
- Produire les documents ou informations nécessaires au suivi du marché public (rapport d'intervention, BDS...) et garantissant notamment la traçabilité des opérations.

Pour l'ensemble de ces attentes, le titulaire ne peut mettre en avant une quelconque défaillance de ses sous-traitants éventuels ou préposés. Le titulaire est pleinement et personnellement responsable de la bonne exécution du marché attribué. En cas de manquement, l'IFPEN ne saurait être tenu responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

## **7.2. Aux soins d'IFPEN**

Afin de favoriser le bon déroulement de l'exécution du marché public, IFPEN :

- collabore activement avec le titulaire et l'informe de l'existence de toute difficulté ou sujétion dont il aurait connaissance et qui peut avoir un impact sur les conditions de réalisation du marché,
- communique au titulaire toutes les informations et documents utiles, et lui en facilite la consultation, dans la mesure où ils sont nécessaires à la bonne exécution du marché.
- vérifie en temps utile, la qualité des opérations et formule s'il y a lieu des remarques, des observations des réclamations ou des désaccords,
- facilite l'accès du titulaire aux locaux,
- prend en charge dans le cadre des deux maintenances l'électricité,
- se rend disponible pour les opérations de réception,
- effectue les démarches nécessaires au règlement des factures dans les conditions exposées dans le présent document.

## **7.3. Obligation d'information, de conseil et de mise en garde**

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance de tous les éléments afférents à l'exécution du marché. Il ne peut faire état d'erreurs, omissions ou incohérences pour n'exécuter qu'une prestation incomplète ou non conforme aux règles de l'art.

Le titulaire a un devoir de conseil (ou d'alerte) s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dérèglements, de dysfonctionnements, de dangers potentiels au titre de ses prestations. De manière générale, le titulaire est tenu de signaler à l'IFPEN tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations. Il propose des actions pour les réduire ou les supprimer.

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information à l'égard de l'IFPEN. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Néanmoins, au titre de son obligation de conseil dictée au présent article, il est tenu de signaler au maître d'ouvrage, les contrôles et mises en conformité devenus nécessaires par l'évolution de la réglementation ou le remplacement par un nouvel équipement.

Il engage sa pleine et entière responsabilité pour ce qui concerne les choix techniques mis en œuvre qu'il a validés, y compris lorsque ceux-ci ont été proposés par l'IFPEN.

Son devoir d'information, de conseil et de mise en garde consiste à informer complètement l'IFPEN sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de toute nature, lui suggérer toutes les démarches ou solutions utiles.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un écrit qui détaille les risques et menaces et propose des actions pour les réduire ou les supprimer.

## **7.4. Confidentialité, non divulgation et déontologie**

### **7.4.1 Confidentialité**

Au préalable, le terme « Informations confidentielles » désigne tout document, donnée, échantillon, code informatique, dessin, photo, plan, procédé, données expérimentales, résultats d'essai, modèle, formule, prototype, concept, savoir-faire, rapport, invention, schéma, ou en général toutes informations de nature technique, commerciale, financière, administrative, ou de quelque autre nature que ce soit, qu'elles soient écrites, électroniques ou orales, transmises par IFPEN au titulaire, ou dont ce dernier aurait eu connaissance au cours de l'exécution du présent marché et ce indépendamment du fait que de telles informations aient été clairement marquées ou identifiées comme « confidentielles ». Les résultats et/ou livrables du marché sont également des Informations confidentielles.

Conformément à l'article 5.1 du CCAG FCS, le titulaire s'engage à appliquer et à faire appliquer à son personnel, la confidentialité la plus absolue sur les informations confidentielles qui peuvent lui être communiquées pour les besoins des prestations ou dont il peut avoir connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché, quelle que soit la nature de l'information confidentielle (économique, scientifique, juridique, technique, stratégique, etc.) et quelle que soit sa forme, sont notamment couvertes par les présentes dispositions les informations contenues dans la demande.

Il est entendu entre les Parties que l'ensemble des informations auxquelles le titulaire a accès, reste couvert par l'obligation renforcée de confidentialité prévue au présent article.

Le titulaire s'engage à prendre toutes dispositions pour protéger les Informations confidentielles en vue de la prévention et de la protection contre toute divulgation ou diffusion non autorisée, y compris le vol et l'espionnage.

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux informations qui :

- (i) appartenaient déjà en propre au titulaire avant leur communication au titre du marché ;
- (ii) faisaient partie du domaine public à la date de leur communication, ou qui y sont tombées postérieurement sans participation ni faute du titulaire ;
- (iii) ont été communiquées au titulaire par un tiers sans que cette communication soit faite en violation de dispositions légales ou stipulations contractuelles en faveur d'IFPEN ;
- (iv) ont été développées de façon indépendante par des membres du personnel du titulaire sans que ces derniers aient eu accès aux Informations couvertes par le présent article ;
- (v) ont dû être communiquées par le titulaire en application d'une décision de justice ou d'un ordre émanant d'une autorité gouvernementale ou administrative. Dans ce cas, la communication des informations doit être limitée au strict nécessaire. Le titulaire s'engage à informer IFPEN dans un délai maximum de cinq (5) jours ouvrés de toute communication faite à ce titre, et le cas échéant, à mettre tout en œuvre pour respecter les instructions raisonnables d'IFPEN concernant cette communication. Le titulaire reste tenu par les obligations de confidentialité contenues dans l'Accord concernant les informations susvisées.

En revanche, toute combinaison d'informations, propriété d'IFPEN, divulguée au titulaire est soumise aux termes du présent CCP, et ce, même si certaines informations prises individuellement relèvent des exceptions énumérées aux points (i) à (v) ci-dessus.

Le titulaire s'interdit de reproduire, communiquer ou utiliser pour lui-même ou pour le compte de tiers, sous quelque forme que ce soit, les informations confidentielles autrement que pour les besoins du présent marché et le cas échéant de ses commandes et avec toutes les précautions nécessaires. Il s'oblige à restituer à IFPEN tout document ou autre support matériel intégrant des informations confidentielles d'IFPEN sur simple demande écrite d'IFPEN.

Cette obligation de confidentialité reste en vigueur pendant une durée de dix (10) ans à compter du terme du présent marché.

Les informations confidentielles (ainsi que toute reproduction) communiquées par IFPEN au titulaire restent, sous réserve des droits des tiers, la propriété d'IFPEN.

Le titulaire s'interdit toute publication ou communication relative au présent accord ou à une commande sans l'autorisation préalable écrite d'IFPEN. Toute référence publicitaire par le titulaire à IFPEN sera subordonnée à l'accord préalable écrit d'IFPEN.

#### **7.4.2 Déontologie**

Le titulaire s'engage à lutter contre la corruption sous toutes ses formes, publique ou privée, active ou passive tant vis-à-vis de ses fournisseurs ou sous-traitants que vis-à-vis de ses donneurs d'ordre.

A ce titre, le titulaire s'engage à respecter, d'une part, la législation française de lutte contre la corruption ainsi que les législations analogues applicables au titulaire si tout ou partie de l'Accord est réalisé à l'étranger et, d'autre part, le Code de conduite anticorruption d'IFPEN accessible sur son site.

Pour tout ce qui a trait au présent marché, le titulaire déclare et garantit, qu'à la date de son entrée en vigueur, il n'a pas et il ne donnera ou proposera de donner, directement ou indirectement, une somme d'argent ou tout autre avantage pécuniaire ou non à qui que ce soit dans le but d'obtenir le présent marché ou d'en faciliter son exécution.

Le titulaire s'engage, à la première demande d'IFPEN, à ouvrir ses livres comptables ou tout autre pièce comptable ou documentation liés aux paiements faits ou reçus et aux dépenses réalisées par le titulaire dans le cadre de la passation ou l'exécution du présent marché pendant sa durée et au moins trois (3) ans à compter de la date d'expiration ou de résiliation dudit marché à un cabinet d'expertise comptable indépendant. Ce cabinet transmet à IFPEN les seules informations relatives à une éventuelle infraction du titulaire aux obligations de la présente clause.

Dans le cas où cet audit révélerait que le titulaire a manqué aux obligations susvisées, le titulaire s'engage à rembourser à IFPEN les frais dudit audit.

En cas de manquement par le titulaire à une de ses obligations susvisées, IFPEN se réserve le droit de mettre fin immédiatement au présent marché sans mise en demeure et sans indemnité de toute sorte, sans préjudice de tout dommages et intérêts.

#### **7.5 Utilisation des résultats**

Par dérogation aux dispositions des articles 45 à 48 du CCAG les dispositions suivantes sont applicables au marché :

La propriété de chaque livrable en lien avec l'objet du marché, quel que soit son support, tels que notamment Documents, études, P&ID et développements spécifiques, procédures de tests, élaborés dans le cadre du présent Marché, est cédée à IFPEN dès sa réalisation ou création, dans toutes ses versions successives, achevées ou inachevées.

Le titulaire s'engage également à céder à titre exclusif et irrévocable à IFPEN tous les droits de propriété intellectuelle attachés aux livrables élaborés dans le cadre du présent du Marché qui lui sont reconnus par les dispositions législatives ou réglementaires de tout pays, ainsi que les conventions internationales, actuelles et futures et ce, incluant tous les droits patrimoniaux d'auteur.

En cas de résultats protégeables par le droit d'auteur, la cession mentionnée ci-dessus comprend la cession de l'intégralité des droits patrimoniaux d'auteur notamment les droits d'utilisation, de reproduction, communication, représentation, diffusion, intégration dans une œuvre seconde, traduction, adaptation, modification, reformulation, d'arrangement et de toute autre transformation, en tout format et sur tout support, ainsi que les droits d'industrialisation, de distribution, de commercialisation et de sous-licencier à des tiers à quelque titre que ce soit, gratuit ou onéreux, ainsi

que le droit de procéder en son propre nom à toute formalité en vue de l'obtention et de la préservation des droits ainsi cédés. La cession est consentie pour toute la durée de protection par le droit d'auteur et pour le monde entier.

En cas de développement de logiciels dans le cadre du marché, le code source, le code objet des logiciels, ainsi que la documentation associée, seront remis à IFPEN.

La présente cession, dont le prix est inclus dans le prix forfaitaire du marché est consentie pour la durée légale des droits d'auteur et pour tous pays, et ce en vue d'une exploitation directe ou indirecte par IFPEN, sans limitation d'étendue ni de destination.

### **Informations préexistantes appartenant au titulaire**

En cas d'utilisation d'informations préexistantes appartenant au titulaire pour l'exécution du marché, ce dernier concède à IFPEN une licence non-exclusive, cessible avec droit de sous-licence, de toute information préexistante, notamment brevet et/ou droit d'auteur et/ou autre droit de propriété intellectuelle, permettant à IFPEN de faire tout usage, exploitation commerciale ou industrielle, mettre en oeuvre, reproduire par tous moyens, représenter, traduire, adapter, distribuer tout ou partie des informations préexistantes dès lors qu'elles sont nécessaires à l'utilisation et/ou l'exploitation des résultats et/ou livrables du marché.

Le titulaire reste dans tous les cas seul propriétaire de ses informations préexistantes au marché.

Il est entendu que le prix de cette licence est inclus dans le prix du marché.

### **Informations et propriété intellectuelle de tiers**

Le titulaire doit informer par écrit IFPEN de tous les droits de propriété intellectuelle détenus par des tiers (et notamment les éventuels logiciels libres) qui seraient nécessaires à l'exécution du marché et à l'utilisation des résultats et/ou livrables issus du marché. Le titulaire s'engage à obtenir toutes les cessions de droits des tiers (notamment des sous-traitants) qui collaborent à la réalisation du Marché, et s'engage à fournir, à la demande d'IFPEN, la copie de l'ensemble des accords qu'il aura obtenu dans l'objectif décrit ci-dessus.

Le titulaire garantit IFPEN contre toutes contestations et revendications des tiers à ce sujet qui pourraient survenir pendant ou après l'exécution du marché. Il indemniserà IFPEN de toutes conséquences qu'il a subies à cause de la non-obtention de ces accords qui seraient du fait du Titulaire.

Cette disposition restera en vigueur à l'issue du marché quelle qu'en soit sa cause.

Les droits et redevances afférents aux droits de propriété intellectuelle nécessaires à l'exécution du Marché et à l'utilisation des résultats et/ou livrables sont inclus dans le prix du marché.

IFPEN ne pourra pas être tenu à un paiement quelconque envers le personnel du titulaire qui contribuerait à la réalisation des résultats et/ou livrables du Marché y compris des inventions. Le titulaire s'engage à prendre les mesures nécessaires vis-à-vis de son personnel.

Le titulaire s'engage à ne pas reproduire, publier, distribuer, traduire, adapter ou utiliser, de quelque manière que ce soit les résultats et les livrables du marché.

Le titulaire s'interdit de rédiger quelque article que ce soit relatif à l'objet des présentes sans l'accord préalable écrit d'IFPEN.

Le titulaire déclare et garantit avoir conclu tous les accords nécessaires lui permettant de consentir à la cession des droits visée au présent article avec toute personne physique ou morale impliquée directement ou indirectement dans la réalisation des prestations et l'obtention des résultats (notamment de son personnel et/ou de ses sous-traitants), afin de garantir à IFPEN la pleine jouissance des droits qui lui sont consentis en vertu du présent article.

Le titulaire s'engage à garantir IFPEN contre toutes revendications et tous recours concernant :

- 1) les fournitures, équipements, matériaux, procédés ou moyens utilisés pour l'exécution des prestations émanant, le cas échéant, de titulaires de brevets, licences,
- 2) les droits de propriété intellectuelle de tous intervenants à l'acte de construire.

En cas d'actions dirigées contre IFPEN par les titulaires de tels droits, le titulaire devra intervenir à l'instance et indemniser IFPEN de tous dommages et intérêts prononcés à son encontre ainsi que de ses frais et honoraires supportés.

## **7.6. Préservation de l'environnement**

L'article 7 du CCAG FCS s'applique.

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes intervenant. Il doit être en mesure d'en justifier le respect au cours du marché sur simple demande de l'IFPEN.

En cas d'évolution de la législation ou de la réglementation, le titulaire est tenu de mettre en œuvre toutes les modifications éventuelles et se conformer aux nouvelles règles sans délai.

Le titulaire doit maintenir en parfait état de propreté les lieux dont il assure la maintenance et les abords. Le titulaire doit s'attacher à réduire l'impact sur l'environnement en termes de production des déchets (quantitatif et qualitatif).

Le personnel du titulaire doit respecter les consignes de tri des déchets en place au niveau de l'IFPEN pour l'évacuation des pièces d'usure ou de rechange, des emballages et de tous les déchets provenant de l'exécution du marché.

Aucun stockage sur site n'étant autorisé, le titulaire procède, à ses frais, à l'évacuation sans délai de toutes les matières résiduelles provenant de ses prestations de maintenance au plus tard à la fin de chaque intervention et ce, dans le respect de la réglementation en vigueur sur les déchets industriels.

Le titulaire est tenu de produire, tout justificatif de traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation, qui fasse apparaître une gestion des déchets conforme aux exigences réglementaires, notamment en ce qui concerne les déchets dangereux ou fortement polluants.

En cas de manquement du titulaire à ses obligations, les déchets non enlevés peuvent être transportés d'office, à ses frais.

Le titulaire s'efforce d'utiliser les produits les moins polluants et les plus aisés à recycler. Outre la nécessité d'assurer pour l'emballage des pièces et du matériel une protection suffisante contre tout risque de détérioration en cours de transport et de stockage (résistance aux chocs, à l'humidité) il est demandé au titulaire de réduire si possible l'emballage des produits.

L'envoi de rapports d'intervention dématérialisés en lieu et place de rapport d'intervention papier est impératif.

Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transports des produits transportés, conformément à l'article 21.1 du CCAG-FCS. La planification du transport de ces marchandises doit permettre, lorsque cela est compatible avec les besoins de l'acheteur, d'éviter la circulation pendant les heures de pointe. Le titulaire privilégie le transport groupé des marchandises objets du marché afin de réduire les déplacements des véhicules de livraison. Il favorise les modes de transports les plus respectueux de l'environnement, notamment les véhicules à faibles émissions, les modes de transports doux ou alternatifs à la route.

## **7.7. Assurance**

Le titulaire doit disposer d'une assurance responsabilité civile biennale conformément à l'article 1792-3 du Code civil. Cette attestation doit préciser le montant plafond des garanties, la ou les franchises.

De même, le titulaire doit avoir souscrit une assurance responsabilité civile professionnelle garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages de toute nature (corporels, matériels et immatériels) causés par l'exécution des prestations. Cette attestation doit préciser le montant plafond des garanties, la ou les franchises.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-FCS, le titulaire devra à compter de la notification du marché et tous les ans pendant la durée d'exécution du marché, remettre à l'IFPEN et sans que celui-ci n'ait à le solliciter, une attestation de moins de 3 mois de sa compagnie d'assurance couvrant les garanties précitées.

## **7.8. Certificats**

Le titulaire est tenu de transmettre à compter de la date de notification du marché, de les actualiser tous les six mois, selon la date de validité des documents, et sans que IFPEN n'en fasse la demande expresse, les pièces prévues aux articles D8222-5 et D8222-7 du code du travail, et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Pour ce faire, le titulaire transmet par courriel au département des achats communiqué à la notification du marché, les éléments précités.

Le titulaire est informé de ce que la non-production de ces pièces, peut être sanctionnée.

En cas de manquements répétés établis par IFPEN ou par un tiers ou par les services de l'Etat chargés de la vérification et du recouvrement des cotisations de sécurité sociale ou impositions de l'entreprise, IFPEN se réserve le droit de rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire du marché.

## **7.9. Transfert d'activité**

Le titulaire s'engage à informer IFPEN sans délai, de tout transfert d'activité, (cession de branche commerciale, fusion, absorption, etc.) de nature à affecter l'exécution du présent marché, et notamment les paiements.

Dans ce cas, afin d'assurer la bonne exécution administrative du marché notamment le règlement des factures, et permettre la prise en compte du transfert par IFPEN après acceptation du nouveau titulaire, ce dernier communique dans les plus brefs délais un courrier accompagné des documents suivants :

- Le procès-verbal recelant la décision de l'opération ;
- La publication de l'opération dans un journal d'annonces légales ;
- Le K-bis de la nouvelle société ;
- Un relevé d'identité bancaire (RIB) ou un relevé d'identité postale (RIP) ;
- Les déclarations DC1, DC2, du futur titulaire potentiel et les éléments prévus aux articles R. 2142-3 et 2143-6 à 2143-12 du code de la commande publique
- Une attestation de pouvoir pour engager la société le cas échéant.

Cette liste de pièces n'étant pas exhaustive, IFPEN se réserve la possibilité d'exiger des informations supplémentaires nécessaires à l'étude de faisabilité du transfert d'activité impactant le marché. En outre, tout changement de raison sociale ou de dénomination sociale, de siège social ou de domicile ou de compte à créditer doit être notifié par le titulaire à IFPEN.

## **ARTICLE 8 – CONSTATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS - GARANTIES**

### **8.1. Vérifications et décisions**

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG FCS.

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux article 30 du CCAG-FCS.

## **8.2. Garanties**

Les prestations font l'objet de la garantie prévue à l'article 33 du CCAG FCS.

En cas d'une défaillance affectant le même organe et ayant la même origine, dans un délai inférieur à un an, il n'y aura pas de facturation du titulaire.

## **ARTICLE 9 – MODIFICATIONS**

En application de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, IFPEN se réserve la possibilité de modifier le présent marché notamment en cas d'évolution technique impactant l'exécution du marché ou dans les conditions exposées au présent article qui impliquent éventuellement l'ajout de nouvelles prestations au marché ou le retrait de certaines prestations prévues.

La mise en œuvre de cette clause de réexamen peut être initiée à l'initiative du maître d'ouvrage ou sur demande justifiée et suffisamment circonstanciée du titulaire du marché, à l'aide d'éléments probants.

La demande doit parvenir à IFPEN par lettre recommandée avec accusé réception ou par courriel avec accusé de réception.

**Quelle que soit la nature de la modification envisagée et décrite au présent article, IFPEN peut décider de sa prise en compte par décision écrite unilatérale.**

La clause de modification peut être utilisée dans les cas suivants :

### **9.1 Retrait de bâtiment / ajout de bâtiment**

L'IFPEN signale au titulaire, par écrit au moyen d'une décision modificative du marché, tout retrait, de bâtiment constitutif d'un lieu d'intervention listé dans la DPGF. En conséquence, le montant annuel du forfait de maintenance préventive est révisé à la baisse sur la base du prix contractualisé dans la DPGF et correspondant au bâtiment concerné.

L'IFPEN adresse au titulaire un courriel, au moins un mois avant la date prévue pour cette modification, indiquant les éléments suivants :

- la date de prise d'effet de la modification.
- le nom du bâtiment.
- le nouveau montant global et forfaitaire du marché.

En cas d'ajout de nouveau bâtiment/extension, le marché sera modifié en son annexe 1 et dans sa partie financière, le titulaire sera informé par courriel l'invitant à joindre un nouveau tarif, le montant forfaitaire du marché sera modifié en conséquence. Les parties détermineront la date d'effet de cette modification.

### **9.2 Révision exceptionnelle des tarifs**

Les parties peuvent décider d'engager une révision exceptionnelle des tarifs du marché en dehors de la période de révision prévue à l'article 10.2 du CCP. Une telle mesure est notamment applicable en présence de circonstances particulières marquées, notamment, par des augmentations subites, imprévisibles ou exceptionnelles dans leur ampleur des principaux coûts constitutifs des prestations

définies au présent marché d'une nature telle que l'économie générale du contrat s'en trouve bouleversée. De même une telle clause est mobilisable en cas de pénuries d'approvisionnement, de renchérissement important des coûts du marché ou d'un allongement des délais de livraison des fournitures nécessaires à la réalisation des prestations.

Le titulaire du contrat apporte la démonstration (via un écrit) que l'exécution des prestations telles que prévues au marché entraînerait pour lui un surcoût manifestement excessif de nature à engendrer une perte d'exploitation.

Ce faisant, il appartient au titulaire de produire à IFPEN tout élément probant de nature à démontrer la véracité des surcoûts invoqués et leur répercussion sur l'équilibre financier du marché. Il doit notamment justifier son prix de revient initial tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix et fournir à l'appui de sa démonstration tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible ou exceptionnel, pour l'exécution du présent marché.

Les parties s'engagent à recourir, dans la mesure du possible, aux indices et à la formule de révision prévus au marché et elles peuvent déroger à la clause butoir. A défaut et à titre exceptionnel, les parties peuvent décider d'adopter de nouvelles modalités de variation, le titulaire est autorisé à présenter à l'acceptation de l'IFPEN des tarifs réévalués selon son propre barème sous réserve de l'obtention des éléments de preuve évoqués au paragraphe précédent. Seuls les prix impactés par les circonstances sus-évoquées sont concernés par cette revalorisation.

Dans de telles circonstances, les clauses de pénalités prévues au marché peuvent être neutralisées, les délais d'exécution peuvent être revus.

**Les modifications apportées au présent article demeurent applicables aussi longtemps qu'elles sont jugées indispensables pour faire face aux circonstances imprévues ou exceptionnelles et permettre la poursuite de l'exécution du contrat. Ainsi, l'IFPEN est libre de fixer une clause « rendez-vous » au titulaire afin de vérifier le maintien des circonstances imprévues ou exceptionnelles au titre desquelles une révision tarifaire a été accordée.**

**En cas de cessation des circonstances ayant conduit à une modification du contrat, les parties s'engagent à revenir aux conditions financières du marché antérieurement mises en œuvre.**

### 9.3 Autres cas

I. hors ajout d'un nouveau bâtiment au périmètre du marché, intégration de nouvelles missions ou modifications techniques des prestations, de leur périmètre dans le respect des compétences et des qualifications professionnelles de la société titulaire. En toute hypothèse, le montant global induit par de telles modifications est plafonné à 20% du montant global forfaitaire du marché.

II. En cas d'évènement extérieur aux parties, imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du Code de la commande publique et bouleversant temporairement l'équilibre du contrat (crise sanitaire par exemple, guerre, retards d'approvisionnements, pénuries, hausse des matières premières...), une modification des prestations ou des conditions financières du marché peut être envisagée afin d'y remédier. Ces modifications ne sauraient changer la nature globale du contrat et doivent être justifiées par un lien de causalité entre les conséquences de l'évènement rencontré et le besoin de modifier le contrat, ainsi que le caractère strictement nécessaire des modifications apportées au contrat.

III. Modification de la formule de révision des prix.

IV. Augmentation de 30% du montant maximum fixé à l'article 1.4.2 du CCP pour la partie à bons de commande.

## **9.4 Modifications du marché public applicables de plein droit**

Conformément à l'article R2194-1 du code de la commande publique, les modifications suivantes ne donnent pas lieu à établissement d'un avenant.

Les changements de réglementation qui s'imposent à l'IFPEN et au titulaire sont applicables de plein droit sans qu'il soit nécessaire de passer un avenant. Dans ce cas, la nouvelle modification sera annexée au CCP et aura la même valeur que le document auquel il est annexé.

De même, les modifications n'emportant pas changement de la situation juridique de l'entreprise sont prises en compte par le maître d'ouvrage sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant, dès réception de l'information du changement par l'IFPEN

Les modifications applicables de plein droit qui ne nécessitent pas le recours à un avenant sont :

- La modification du siège social,
- La modification du compte bancaire,
- La désignation d'un nouveau dirigeant non consécutive à changement de contrôle de la société,
- Le changement de raison sociale ou changement de la structure de l'entreprise n'entraînant pas la création d'une nouvelle personne morale.
- Les changements d'indice de révision des prix,
- L'évolution de la fiscalité.

## **9.5 Clause de réexamen relative à la mise en œuvre des mesures liées aux conséquences d'une pandémie**

La présente clause a pour objet le réexamen des conditions financières et techniques du marché qui seraient impactées par des mesures nécessaires/réglementaires liées notamment à une pandémie (ex : COVID-19) et à la sécurisation sanitaire. Cette clause peut être mise en œuvre autant de fois que nécessaire, c'est-à-dire chaque fois que l'évolution plus ou moins contraignante des mesures sanitaires l'exige, soit à l'initiative de la maîtrise d'ouvrage soit à celle du titulaire. La demande est notifiée à l'autre partie contractante par lettre recommandée avec accusé de réception ou par voie dématérialisée via courriel électronique assorti d'un accusé réception.

A l'issue des éventuelles négociations et en cas d'acceptation par l'IFPEN, le titulaire est alors destinataire d'une décision unilatérale de l'IFPEN fixant les nouvelles conditions économiques ou techniques du marché, assortie le cas échéant d'une annexe financière mise à jour.

**Les modifications apportées au présent article demeurent applicables aussi longtemps qu'elles sont jugées indispensables pour faire face aux circonstances et permettre la poursuite de l'exécution du contrat.**

## **ARTICLE 10 – ETABLISSEMENT DES PRIX DANS LE TEMPS**

### **10.1. Contenu des prix**

Les prestations, objet du présent marché, sont réglées à prix forfaitaire d'une part et unitaires d'autre part.

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois « m0 » soit le mois de la date limite de remise des offres.

Ces prix tiennent compte de toutes les charges et tous les aléas pouvant résulter de l'exécution du marché et notamment des circonstances locales et de la situation géographique du site (frais de transport du matériel, redevances, etc.).

Plus généralement, le prix doit par ailleurs tenir compte des sujétions suivantes :

- toutes les prescriptions, les sujétions de toute nature et de toute origine liées à l'opération, et du fait d'une intervention dans un site en activité ;
- le maintien des normes de sécurité et les mesures particulières concernant la protection de la santé des travailleurs et celles liées au plan de prévention pendant toute la durée du marché ;

Les prix du marché sont réputés comprendre tous les frais liés :

- > l'ensemble des frais de main d'œuvre, déplacement, pour réaliser les opérations de maintenance telles que décrites aux articles 4 et 5 du CCP,
- > les moyens nécessaires pour l'accessibilité de l'installation et l'appareillage concernés par le présent marché,
- > la fourniture et la livraison voire la location des matériels de manutention ainsi qu'à leur entretien, au frais d'amortissement de l'outillage utilisé, l'outillage complémentaire, les consommables divers propres à la profession,
- > la sécurité et la protection de la santé y compris la fourniture et à la mise en œuvre des dispositifs de sécurité sur les zones d'intervention, dont la mise en sécurité par balisages et signalisations des zones d'intervention,
- > au suivi des informations de sécurité des fabricants des équipements et matériaux (fiche de données et de sécurité, notice d'utilisation, etc.),
- > La planification des interventions, leur coordination et le suivi,
- > le contrôle et la coordination des sous-traitants, des fournisseurs et différents intervenants du titulaire sur le chantier,
- > aux mesures à prendre pour la sauvegarde, la bonne conservation, le nettoyage ou la remise en état des ouvrages et des lieux,
- > les mesures particulières concernant le tri, l'évacuation et l'élimination des déchets et résidus de matériaux mis en œuvre conformément à la législation en vigueur,
- > la rédaction, les éventuelles corrections et la remise de la documentation prévue dans le CCP,
- > les frais de réunion, de représentation en réunion,
- > les frais d'assurance et de garanties conformément au CCP ;
- > aux interventions dues au titre des périodes de garantie, couvrant les frais de pièces de rechanges et la main d'œuvre,
- > toutes les charges fiscales, parafiscales, taxes ou autres frappant obligatoirement les prestations ainsi que la marge pour risque et bénéfice.

**Le titulaire reconnaît avoir été suffisamment informé des conséquences directes ou indirectes des circonstances de temps, de lieux et d'horaires dans lesquelles l'opération demandée doit être réalisée et a élaboré ses prix en toute connaissance de cause. Le titulaire reconnaît avoir vérifié les données techniques et les éléments quantitatifs du marché. Il ne peut pas, en cours d'exécution du marché, se prévaloir d'omissions ou d'imprécisions des documents contractuels fournis pour se dégager des prix du marché et/ou solliciter une rémunération supplémentaire.**

## 10.2. Variations des prix du marché

Les prix du marché sont fermes pendant toute la première année d'exécution des prestations. Hors cas de force majeure ou d'imprévision, les prix pratiqués à la date de début du marché sont ensuite révisables à la hausse comme à la baisse chaque année, à date d'anniversaire du marché.

La révision est effectuée en application de l'article R2112-13 du code de la publique et dans les conditions suivantes dispositions suivantes :

Source : <https://www.insee.fr/> et <https://www.lemoniteur.fr/article/formules-de-calcul-des-indices-fsd>

Indices utilisés :

- ICHT-IME = indice du coût horaire du travail révisé – Tous salariés « Industries Mécaniques et Electriques
- FSD1 = indice « frais et services divers »

Formule utilisée pour la première révision

$$P_1 = P_0 \times [0.15 + 0.60 \times (ICHT-IME_1 / ICHT-IME_0) + 0.25 \times (FSD1_1 / FSD1_0)]$$

Avec

$P_1$  : prix de règlement obtenu après la révision

$P_0$  : prix de l'offre figurant dans la DPGF

$ICHT-IME_1$  : valeur de l'indice INSEE disponible et même provisoire à la date de la demande de révision des prix

$ICHT-IME_0$  : valeur de l'indice INSEE du mois de mois de dépôt des offres (en cas de négociation, il convient de se référer à la date limite de remise des offres définitives fixée par IFPEN)

$FSD1_1$  : valeur de l'indice disponible et même provisoire à la date de la demande de révision des prix

$FSD1_0$  : valeur de l'indice du mois de mois de dépôt des offres (en cas de négociation, il convient de se référer à la date limite de remise des offres définitives fixée par IFPEN)

Formule utilisée pour la deuxième révision

$$P_2 = P_1 \times [0.15 + 0.60 \times (ICHT-IME_2 / ICHT-IME_1) + 0.25 \times (FSD1_2 / FSD1_1)]$$

Avec

$P_2$  : prix de règlement obtenu après la révision ;

$P_1$  : prix dernièrement révisé ou à défaut de révision prix de l'offre figurant dans la DPGF initiale

$ICHT-IME_2$  : valeur de l'indice INSEE disponible et même provisoire à la date de la demande de révision des prix ;

$ICHT-IME_1$  : valeur de l'indice INSEE utilisé lors de la première révision ou à défaut de révision indice du mois de mois de dépôt des offres (en cas de négociation, il convient de se référer à la date limite de remise des offres définitives fixée par IFPEN)

$FSD1_2$  : valeur de l'indice disponible et même provisoire à la date de la demande de révision des prix

$FSD1_1$  : valeur de l'indice utilisé lors de la première révision ou à défaut de révision indice du mois de mois de dépôt des offres (en cas de négociation, il convient de se référer à la date limite de remise des offres définitives fixée par IFPEN)

Nota : Les derniers indices connus sont ceux publiés prioritairement au sein de la source indiquée au présent article.

**Les révisions intervenant ultérieurement obéissent au même schéma que celui décrit ci-dessus. Les prix unitaires du BPU sont révisées selon la même formule.**

Nota : à titre exceptionnel et dérogatoire à la présente clause, dans l'hypothèse où une demande de révision est formulée en dehors de la périodicité autorisée, l'indice 1 à prendre en compte est le dernier indice connu à la date anniversaire du marché.

#### **Modalités de révision :**

La révision intervient à la demande du titulaire ou de l'IFPEN. Elle doit être formulée par lettre recommandée avec accusé de réception (sous peine de forclusion) ou adressée par courriel 30 jours calendaires avant la date d'anniversaire du marché. La demande du titulaire doit être adressée au département des achats ou par mél à [sabrina.hadreb@ifpen.fr](mailto:sabrina.hadreb@ifpen.fr). Si elle est sous forme postale, la demande du titulaire doit être adressée au département des achats de l'IFPEN situé à Rueil Malmaison (1-4 avenue du Bois Préau 92852 Rueil Malmaison).

**Toute augmentation des tarifs doit être dûment justifiée. Le titulaire ne peut prétendre à une augmentation de ses tarifs pour des motifs tirés de sa politique commerciale.**

**Toute demande de révision réceptionnée par l'IFPEN postérieurement au délai indiqué ci-dessus ou en dehors des canaux définis ci-dessus peut être rejetée, le cachet de la poste ou la date de réception du courriel faisant foi.**

**ATTENTION : Pour les opérations relevant de la partie à bons de commande, le titulaire est tenu de respecter les présentes dispositions pour faire varier les tarifs, toute révision tarifaire annuelle appliquée unilatéralement par le titulaire à l'ensemble de sa clientèle et qui serait tirée de sa politique commerciale est inopposable à l'IFPEN dans le cadre du présent marché.**

Il appartient au titulaire de communiquer à l'IFPEN une nouvelle annexe financière avec les prix révisés. Ce document fait mention des variations en pourcentage dans les lignes de la DPGF.

Les calculs de chaque révision de prix sont effectués avec au maximum deux décimales.

En cas de désaccord sur les résultats, la partie concernée doit le formuler, par courrier en recommandé ou par courriel 10 jours calendaires au plus tard avant la date d'effet de la révision des prix, accompagné des éléments justificatifs, uniquement conformes aux modalités et calculs énoncés dans le présent article.

Sans l'opposition de l'une des deux parties, les nouveaux prix sont appliqués.

#### **Clause butoir :**

La variation de prix annuelle résultant de la révision est plafonnée à +2,5%. La clause butoir empêche l'évolution du prix au-delà du butoir prévu, sans que le titulaire ne puisse s'y opposer.

Toutefois, le titulaire peut solliciter une rencontre avec IFPEN, lorsque la révision du prix proposée par le titulaire dépasse la hausse des 2,5% autorisée. A titre exceptionnel, IFPEN peut admettre une hausse supérieure à 2,5% lorsque des circonstances exceptionnelles et/ou imprévues dans leur ampleur ou leur intensité notamment le justifient (cf. article 9.3 du CCP). En cas de refus du IFPEN, le titulaire doit poursuivre l'exécution du marché aux conditions de la clause butoir.

De même, le présent article pourra faire l'objet de modifications conformément à l'article 9.4.III du présent CCP.

### **10.3. Règlement**

Le titulaire transmet à IFPEN ses factures et celles-ci sont payées dans les conditions exposées ci-dessous.

Les prix facturés sont ceux en vigueur à la date de réalisation des prestations. Ils sont basés, sur les prix indiqués aux annexes financières (partie forfaitaire ou unitaire).

- ⇒ Pour les opérations de maintenance préventive, une facturation est transmise à terme échu, après chaque intervention et intégrant uniquement les bâtiments sur lesquels il est intervenu.

est également loisible pour le titulaire de regrouper sa facturation en une seule demande de paiement par exemple.

- ⇒ Pour les opérations de maintenance corrective, une facturation est transmise à terme échu après chaque intervention qui correspond obligatoirement à un bon de commande signé et un devis formellement accepté par IFPEN.

### 10.3.1. Facturation

Nota : compte-tenu de la particularité de son système de gestion intégré (ERP), un bon de commande est édité par IFPEN puis notifié au titulaire dans les conditions à l'article 4 du présent document.

Les factures afférentes au paiement sont établies en portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- la date d'émission de la facture,
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture,
- la référence d'inscription au registre du commerce et des sociétés et au répertoire des métiers, le cas échéant,
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET de l'émetteur de la facture,
- l'intitulé et le numéro du marché,
- le numéro du bon de commande,
- la date d'exécution des prestations,
- la quantité et la dénomination précise des prestations réalisées suivant la décomposition du prix global et forfaitaire ou du devis valablement accepté par IFPEN et mentionnant, pour chaque prestation, le montant pour la période concernée,
- le prix HT des prestations réalisées et admises,
- le montant total HT, le montant de la TVA et son taux applicable au moment des prestations ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération,
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC,
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique,

Viennent en déduction des règlements :

- les réfections fixées conformément aux dispositions de l'article 8.1 du CCP
- éventuellement les pénalités immédiatement applicables

L'absence de numéro de marché sur la facture peut entraîner son rejet immédiat.

Le titulaire doit avertir sans délai IFPEN de toute modification concernant sa domiciliation bancaire et produire à cet effet toute justification utile.

En vertu de l'article L2192-1 et suivants du Code de la Commande Publique, le titulaire est soumis à l'obligation de déposer et de transmettre ses factures sous format dématérialisé sur le portail Chorus Pro (<https://www.chorus-portail-pro.finances.gouv.fr>).

IFPEN informe le titulaire que :

- Le numéro de Siret d'IFPEN à utiliser en tant qu'identifiant sur Chorus Pro est : 775 729 155 00017,
- Le code Service à utiliser est : facture \_commande (en toute lettres et il convient d'utiliser le tiret du 8 pour le code service, entre facture et commande sans espace)
- Le numéro d'engagement à utiliser est : n° de commande

Conformément à l'article R2192-15 2°, la date de réception est la date de notification à IFPEN du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture.

En cas de retard de paiement, et sans contestation ou opposition de la part d'IFPEN de la facture concernée, le titulaire a droit à :

- des intérêts moratoires égaux au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage; les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement de la facture considérée jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse ; les intérêts moratoires sont calculés sur le montant T.T.C.

- au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de quarante (40) euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement visés à l'alinéa ci-dessus sont payés dans un délai de quarante-cinq (45) jours suivant la mise en paiement du principal.

Si IFPEN conteste tout ou partie d'une facture, IFPEN retourne cette facture au titulaire en donnant par écrit les raisons de son désaccord. Le titulaire peut alors :

- soit redéposer sur Chorus Pro, la facture rectifiée à la satisfaction d'IFPEN,
- soit redéposer sur Chorus Pro, une facture correspondant à la partie non contestée, la facture pour la partie contestée étant déposée sur ledit portail, le cas échéant, après règlement du différend.

### 10.3.2. Délai global de règlement

Le paiement des factures s'effectue par virement bancaire sur le numéro de compte indiqué dans l'Acte d'Engagement, à 45 jours à réception de la facture par IFPEN sous réserve de factures correspondantes conformes indiquant les éléments mentionnés à l'article 10.3.1 du CCP.

IFPEN procède au paiement des prestations à hauteur de 100 % du montant réalisé et facturé, en cas d'admission des prestations et après obtention du rapport d'intervention.

## 10.4. Avance

Une avance est accordée au titulaire (sauf en cas de refus par celui-ci précisé dans l'acte d'engagement). Elle n'est due que sur la base du montant du marché, diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

En application des dispositions des articles R2191-7 et R2191-13 du code de la commande publique, le montant de l'avance est fixé à 5% du montant initial, toutes taxes comprises du montant forfaitaire sous réserve que le montant forfaitaire du marché ou le montant du bon de commande soit supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé, à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché ou de la prestation.

Le remboursement de l'avance est échelonné en tenant compte du montant de l'avance accordée et des sommes restant dues au titulaire.

Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %.

Si le marché est passé avec un groupement conjoint, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination et de remboursement du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

En cas de groupement solidaire, les paiements des membres du groupement sont effectués sur un compte unique ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire géré par le mandataire. Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 à R.2191-14 du Code de la commande publique, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial de sous-traitance. Le montant de cette avance est calculé sur le montant TTC des prestations sous-traitées. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance consentie au titulaire.

## **10.5. Retenue de garantie**

Le titulaire est dispensé du versement de la retenue de garantie.

## **ARTICLE 11 – PENALITES**

Il est expressément convenu que les pénalités prévues au présent CCP ont uniquement un caractère moratoire et s'entendent hors taxe. Le titulaire reste donc intégralement redevable de la prestation dans les délais impartis, et ne saurait se considérer comme libéré de son obligation du fait du paiement de ladite pénalité. Il est tenu compte des prolongations éventuellement accordées.

Les pénalités peuvent être appliquées de plein droit ou sont précédées d'une mise en demeure selon les cas par IFPEN dans les conditions définies ci-après.

L'application des pénalités est sans préjudice de la faculté du maître d'ouvrage de notifier la résiliation du marché public dans les conditions prévues au présent CCP. Dans cette hypothèse, l'intégralité des pénalités versées ou dues par le titulaire reste définitivement acquise au maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS les pénalités décrites ci-dessous peuvent être cumulatives, sont exigibles dès le premier Euro et s'entendent HT.

Le titulaire du marché s'oblige à déduire de ses factures le montant des pénalités qui lui ont été notifiées. Dans le cas contraire, IFPEN retient le montant des pénalités par réfaction sur facture.

### **11.1 Pénalités pour sous-traitance occulte (non déclarée)**

Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, une pénalité de 50€ par jour ouvré peut être appliquée en cas de retard dans la demande d'acceptation d'un sous-traitant au-delà du délai fixé par la mise en demeure d'IFPEN visant à faire régulariser la situation par le titulaire. Une telle pénalité est sans préjudice de la faculté pour le maître d'ouvrage de prononcer la résiliation fautive du marché en application de l'article 12 du CCP.

### **11.2 Retard de transmission du rapport d'intervention**

En cas de non-respect du délai de remise des rapports d'interventions spécifiés aux articles 4.1. et 4.2 du CCP, le titulaire est passible d'une pénalité par jour ouvré de retard de 15 €. Une telle pénalité est plafonnée à 30% du montant forfaitaire annuel en cas de maintenance préventive ou 40% du montant du bon de commande/devis en cas de maintenance corrective.

Cette pénalité est applicable après deux mises en demeure restées infructueuses.

### **11.3 Retard de transmission du planning**

En cas de non-respect du délai de remise du planning spécifié aux articles 4.1.2 et 4.2.2 du CCP, le titulaire est passible d'une pénalité de 30 € par jour ouvré de retard. Une telle pénalité est plafonnée à 20% du montant forfaitaire annuel contractualisé au marché ou 30% du bon de commande émis pour une opération curative. Cette pénalité est applicable après deux mises en demeure restées infructueuses.

## 11.4 Retards liées aux interventions

### Maintenance préventive

En cas de retard du titulaire pour une intervention programmée dans le planning d'intervention (maintenance préventive) et sauf prolongation ou report de date accordé(e) par IFPEN, le maître d'ouvrage pourra lui infliger une pénalité à hauteur de 50 € par jour ouvré de retard. Cette pénalité peut être appliquée sans mise en demeure préalable, elle sera plafonnée à 30% du montant forfaitaire annuel contractualisé.

En tout état de cause, sur simple constat de retard, IFPEN peut également faire appel au prestataire de son choix (Cf article 1.6.4 du CCP) le titulaire perdant temporaire l'exclusivité sur la réalisation de la prestation et la rémunération forfaitaire afférente.

### Maintenance curative hors situation urgente, dépannage express

**Sauf prolongation accordée par le maître d'ouvrage ou sauf accord de celui-ci sur les justificatifs apportés par le titulaire**, en cas de retard sur **les délais d'intervention** pour lesquels le titulaire s'est engagé au titre de l'article 4.2.2 et 4.2.3 du CCP, le titulaire peut encourir, après mise en demeure restée infructueuse, une pénalité calculée comme suit :

Une pénalité de 15€ par heure de retard d'intervention par rapport au délai pour lequel le titulaire s'est engagé. Cette pénalité est plafonnée à 30% du montant du bon de commande.

En cas de mauvais ou de non-fonctionnement persistant en dépit d'interventions curatives du titulaire (à partir du 3<sup>ème</sup> déplacement sur une période de 30 jours sur le même équipement), le titulaire encourt après une mise en demeure restée infructueuse, une pénalité de 150 € par équipement concerné.

Toute absence d'intervention ou de remise en état supérieure à 7 jours ouvrés par à la date définie par le titulaire autorise la maîtrise d'ouvrage à faire appel au prestataire de son choix (Cf article 1.6.4 du CCP) le titulaire perdant temporaire l'exclusivité sur la réalisation de la prestation.

## 11.5 Méconnaissance du plan de prévention annuel (article 5.9 du CCP) ou de toute mesure de sécurité inhérente au site de Solaize

La méconnaissance du plan de prévention par l'équipe du titulaire peut être sanctionnée par une pénalité forfaitaire de 40 € par manquement constaté. Cette pénalité peut être également appliquée pour non-respect par le personnel du titulaire de toute mesure de sécurité en vigueur sur le site de Solaize (ex : non port des EPI) ou de procédure spécifique encadrant certaines interventions (intervention d'un personnel insuffisamment qualifié ou habilité).

Cette pénalité est précédée d'une mise en demeure qui peut prendre la forme d'un rappel à l'ordre verbal du maître d'ouvrage à l'encontre des contrevenants. Elle est plafonnée à 30% du montant annuel forfaitaire ou du montant du bon de commande.

## ARTICLE 12 - RESILIATION

Les stipulations des articles 38 à 45 du CCAG FCS sont applicables au présent marché auxquelles s'ajoutent les stipulations suivantes :

### 12.1. Résiliation pour motif d'intérêt général

Dans l'hypothèse d'une résiliation au titre de l'article 42 du CCAG FCS sans préjudice de l'application des dispositions des alinéas 2 et 3 dudit article, l'indemnité de résiliation est fixée à 5% du montant forfaitaire initial HT du marché. Cette indemnité est exclue pour la partie à bons de commande qui n'est assortie d'aucun montant minimum.

## 12.2 Résiliation du marché pour faute du titulaire

Conformément à l'article 41 du CCAG FCS, IFPEN peut, si le titulaire ne remplit pas les obligations que lui impose le CCP ou s'il les remplit de façon inexacte ou incomplète, prononcer la résiliation du marché après l'envoi de mises en demeure restées sans effet

Les mises en demeure donnent l'occasion au titulaire du marché de faire cesser les manquements constatés qui lui sont opposés et d'adopter des mesures correctives afin de se conformer aux obligations prescrites par le marché. La mise en demeure est transmise au titulaire par tous moyens (courrier avec AR, télécopie, ou courriel...), le titulaire est tenu de présenter ses observations dans un délai spécifique annoncé dans le courrier de mise en demeure.

Certains motifs de résiliation listés ci-après ne sont précédés selon les cas d'aucune mise en demeure ou d'une ou plusieurs mises en demeure restées infructueuses. Le marché public peut ainsi être résilié pour faute du titulaire dans les cas suivants :

- le non-respect des obligations contractuelles (après deux mises en demeure) ;
- l'exécution imparfaite ou incomplète des prestations (après deux mises en demeure) ;
- le titulaire contrevient à ses obligations légales ou réglementaires (sans mise en demeure)
- le titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution du marché public à des actes frauduleux portant sur la nature, la qualité ou la quantité des prestations (après une mise en demeure) ;
- l'inexactitude des renseignements prévus aux articles R2143-3, R2143-6 à R2143-10 du code de la commande publique ainsi qu'aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du Travail (sans mise en demeure)
- le refus du paiement des pénalités prévues au présent CCP (après deux mises en demeure)
- En cas de non-production de l'acceptation d'une sous-traitance (après quatre mises en demeure)
- Si le titulaire ne déclare pas dans le délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché (après une mise en demeure) dans les conditions prévues au présent document.

Par dérogation à l'article 3.5 du CCAG FCS, lorsque le mandataire est défaillant dans ses fonctions de coordination du groupement, si les autres membres du groupement ne désignent pas parmi eux le nouveau mandataire, le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité soit :

- de prononcer la résiliation pour faute de la totalité du marché, sans indemnité.
- de laisser la possibilité aux membres de groupement de poursuivre leurs prestations après désignation d'un mandataire solidaire,
- de prononcer la résiliation sans faute, mais sans indemnité.

## ARTICLE 13 - EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

IFPEN peut pourvoir à l'exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard soit, en cas de résiliation fautive du marché prononcée aux torts du titulaire (voir article 12 du CCAP). La décision de résiliation mentionne expressément cette exécution aux frais et risques.

Dans le cas d'une résiliation du marché aux torts du titulaire, celui-ci n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement à l'exécution des prestations réalisées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par le maître d'ouvrage.

## ARTICLE 14 – LOI APPLICABLE ET ATTRIBUTION DE COMPETENCE

Préalablement à tout recours contentieux, IFPEN et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel portant sur la validité du marché, sur l'interprétation des stipulations ou sur l'exécution de celui-ci, et ce conformément à l'article R2197-1 du Code de la commande publique.

Le présent marché est soumis à la loi française.

En cas de litige compétence expresse est attribuée au Tribunal compétant du ressort de Rueil-Malmaison (92) nonobstant une pluralité de défendeurs ou appel en garantie.

Les Parties élisent domicile au lieu de leur siège social.

Si le titulaire est étranger, en cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

Le présent marché exprime l'intégralité des obligations des Parties.

Aucune indication, aucun document ne peut engendrer des obligations au titre des présentes, s'ils ne sont l'objet d'un avenant signé par les deux Parties.

Le fait pour l'une des Parties de ne pas se prévaloir d'un manquement par l'autre des Parties à une quelconque des obligations visées dans les présentes, ne saurait être interprété pour l'avenir comme renonciation à l'obligation en cause.

## ARTICLE 15 -LISTE RECAPITULATIVE DES DEROGATIONS AU CCAG-FCS

<b>Nature de la dérogation</b>	<b>Articles CCP</b>	<b>Articles CCAG-FCS</b>
Emission des bons des commandes : notification et contenu	1.6.3	3.7
Sous-traitance	1.7	3.6.1.5
Pièces particulières du marché	3.1	4.1
Utilisation des résultats	7.5	45 à 48
Assurances	7.7	9.2
Pénalités	11	14
Résiliation du marché pour faute	12.2	3.5

[ANNEXE I : LISTE DES MATERIELS \(VOIR FICHIER EXCEL\)](#)

